



La Russie et la Méditerranée

Héritage soviétique et orientations nouvelles

Mémoire de géopolitique

du Lieutenant-Colonel Bernard DUPLAND

dans le cadre du séminaire

"Le nouvel espace stratégique euro-méditerranéen"

Directeur : M. Jean-François Daguzan

Maître de recherche

à la Fondation pour la recherche stratégique

Avril 2001

La Russie et la Méditerranée

Héritage soviétique et orientations nouvelles

Sommaire

Première partie :

Quels enjeux stratégiques et quelles menaces pour la Russie en Méditerranée ?

La perception russe de la Méditerranée

Intérêts stratégiques et intérêts de puissance de la Russie

Analyse des menaces

Deuxième partie :

La politique de l'Union soviétique en Méditerranée

Les objectifs et les instruments de la politique soviétique

La politique soviétique jusqu'en 1955

Le tournant de 1955

Les dividendes de la guerre israélo-arabe de 1967

La perte de l'Égypte et la guerre d'octobre 1973

La recherche d'une diversification des partenaires

L'ère Gorbatchev : une réorientation en douceur

Troisième partie :

Les nouvelles orientations de la politique russe

Israël, nouveau partenaire central au Moyen-Orient

Les liens économiques avec la Turquie

Des histoires de tuyaux et de pétrole

Avec la Grèce, des intérêts communs et des divergences dans les Balkans

INTRODUCTION

Dans la dernière version de sa « Conception de la politique extérieure de la Fédération de Russie », qui est aussi la première de l'ère du Président Poutine, le Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie, définit ainsi les objectifs de la politique russe pour la région méditerranéenne :

« Considérant la Grande Méditerranée en tant que plaque tournante de régions telles que le Proche-Orient, la région de la mer Noire, le Caucase et le bassin de la mer Caspienne, la Russie entend mener une politique visant à transformer cette région en une zone de paix, de stabilité et de bon voisinage, ce qui contribuera à la promotion des intérêts économiques de la Russie, y-compris dans le problème des itinéraires par lesquels passeront les principaux réseaux d'acheminement des matières énergétiques. »¹

On peut tirer de cette déclaration deux éléments d'analyse. Le premier est du domaine de la stratégie politique. Le gouvernement russe affirme viser en priorité la promotion des intérêts économiques du pays et le contrôle des exportations de pétrole et de gaz (provenant soit de Russie, soit du bassin de la Caspienne et d'Asie centrale). Le second est du domaine de la géographie. La Russie, utilisant le terme de « Grande Méditerranée », a une vision très large de l'espace méditerranéen (jusqu'au bassin de la mer Caspienne), vision centrée sur la Méditerranée orientale (Proche-Orient, mer Noire, Caucase).

Pour essayer de comprendre les ressorts de la politique russe en Méditerranée, ce sont donc les intérêts stratégiques et intérêts de puissance de la Russie que nous étudierons en premier lieu, en essayant d'analyser la perception russe des menaces qui pèsent sur ces intérêts.

Ensuite, nous verrons chronologiquement comment, et avec quel succès relatif, l'Union soviétique a mené ses actions dans le bassin méditerranéen et autour de celui-ci, notamment en se rapprochant de la Turquie, puis en pariant sur Israël pour appuyer sa politique anti-occidentale (qualifiée d'anti-impérialiste), avant de miser sur les pays arabes, Egypte puis Syrie, pour poursuivre cette politique et faire face à des menaces réelles ou supposées.

Dans une troisième partie, nous montrerons en quoi la politique russe dans la région, sous couvert de pragmatisme, se distingue de la politique soviétique, avec l'ouverture vers Israël, les relations ambiguës avec la Turquie et le rôle particulier de la Grèce dans le rapport de la Russie aux Balkans.

De l'analyse de l'ensemble de ces éléments, nous chercherons à déterminer quels sont les facteurs de continuité ou de rupture à relever dans l'évolution de l'action soviéto-russe en Méditerranée.

¹ "La conception de la politique extérieure de la Fédération de Russie (juillet 2000)", www.mid.ru.

PREMIERE PARTIE

QUELS ENJEUX STRATEGIQUES ET QUELLES MENACES POUR LA RUSSIE EN MEDITERRANEE ?

Cette partie pourrait se résumer à l'analyse donnée par Nadji Safir en 1989 : "Dans la vision traditionnelle de l'Union soviétique, écrivait-il alors, la Méditerranée présentait trois caractéristiques dominantes :

- elle demeurait, comme avant 1917, en tant que "mer chaude", un objectif essentiel dont l'accès conditionne la marge de manœuvre globale;
- elle représentait l'une des zones de contact avec les puissances de l'Alliance atlantique et en premier lieu les Etats-Unis dont l'importance de la VI^{ème} Flotte est le signe de l'intérêt qu'ils portent à la région;
- elle constituait, enfin, de par son importance stratégique liée notamment à la région clef du Moyen-Orient, avec ses richesses énergétiques et le conflit israélo-arabe, un centre d'intérêt permanent."²

Comme nous le verrons dans les paragraphes suivants, cette analyse pourrait très largement s'appliquer à la Russie d'aujourd'hui.

1.1 - La perception russe de la Méditerranée.

Même si Matthew Nimetz, ancien sous-secrétaire du Département d'Etat américain parvient, au printemps 1997, à écrire un article³ consacré à "la sécurité en Méditerranée après la Guerre froide" sans citer une seule fois la Russie, cette dernière est bien présente dans l'espace méditerranéen et entend le rester.

Pour justifier cette présence, le meilleur exposé du sentiment russe concernant la Méditerranée a sans doute été effectué par le Vice-amiral de la flotte soviétique Nicolas Smirnov qui affirmait en 1969:

² SAFIR Nadji, "Réflexions sur l'évolution du contexte stratégique en Méditerranée, en liaison avec le cours nouveau de la politique soviétique", Observatoire Stratégique Méditerranéen, cahiers n°4, L'Europe en formation, Nice, 1989, p. 123.

³ NIMETZ Matthew, "Mediterranean Security after the Cold war", Mediterranean Quarterly, vol. 8, n°2, printemps 1997.

"Comme on le sait, notre Etat, qui est un Etat de la mer Noire et par conséquent un Etat méditerranéen, ne peut permettre à qui que ce soit de transformer la Méditerranée en foyer de guerre pouvant précipiter l'humanité dans le gouffre d'une catastrophe mondiale. Notre présence en Méditerranée répond à ce but..."⁴. Cette vision, s'appliquant à l'époque à l'URSS, vaut pour la Russie, et ce tout au long de son histoire.

Ainsi, à la veille de son premier voyage présidentiel en France, à l'occasion du sommet Union européenne-Russie, en octobre 2000, Vladimir Poutine déclare aux journalistes du Figaro que "la Russie a changé les principes de sa politique extérieure. Elle ne cherche plus à imposer sa volonté loin de chez elle"⁵, ce qui pourrait laisser le lecteur occidental non averti croire à un désengagement russe de la Méditerranée. Mais cette dernière n'est pas du tout considérée par les dirigeants russes comme une zone éloignée, bien au contraire, et à une question sur le conflit israélo-arabe M. Poutine précise dans le même article que "le Moyen-Orient est dans notre voisinage, nous y avons tous des intérêts"⁶. Il confirme ce point de vue le 23 janvier 2001 en affirmant que "cette région se trouve à proximité immédiate des frontières de la Fédération de Russie."⁷

Sans même remonter trop loin dans le temps, il est aisé de trouver des déclarations de dirigeants russes ou soviétiques allant dans le même sens.

En mars 1988, notamment, M. Gorbatchev déclarait lors d'une visite en Yougoslavie : "Pour nous, le bassin méditerranéen n'est pas une région secondaire et lointaine, il est proche de notre frontière sud, c'est par ce bassin que passe l'unique voie maritime reliant nos ports du sud avec l'océan Atlantique."⁸ C'est la même analyse que faisaient Milioukov ("L'immense Russie ne peut connaître la prospérité si elle n'a pas accès à la mer libre"), alors ministre des Affaires étrangères du gouvernement Kerenski, en 1917 ou, au siècle dernier, le Tsar Alexandre III ("Notre but doit être l'occupation de Constantinople, pour que nous puissions nous établir une fois pour toutes dans les Détroits et savoir qu'ils resteront entre nos mains") pour justifier certaines de ces opérations militaires qui marqueront les relations russo-turques pour longtemps.

⁴ Cité par Michel SALOMON dans Méditerranée rouge, un nouvel empire soviétique ?, Robert Laffont, Paris, 1970, p. 7.

⁵ LAMBROSCHINI Ch. et DE SAINT-EXUPERY P., "Vladimir Poutine : contre les adversaires de la réforme, le gourdin s'il le faut", Le Figaro du 26 octobre 2000, pp. 4-5.

⁶ Op. cit.

⁷ Déclarations de Vladimir Poutine le 23 janvier 2001 à Moscou, lors de sa conférence de presse conjointe avec le Président israélien.)

⁸ Cité par Laure MANDEVILLE dans "La stratégie soviétique en Méditerranée occidentale : globalisme et bilatéralisme", Observatoire Stratégique Méditerranéen, cahiers n°3, L'Europe en formation, Nice, 1988, p. 79.

Il importe donc pour notre étude de prendre en compte la vision russe de la Méditerranée, cette "Grande Méditerranée" définie dans la "conception de la politique extérieure de la Fédération de Russie" et qui fait de la Russie un Etat méditerranéen. Il suffira pour ce faire de se reporter à la définition donnée par l'Encyclopédie soviétique (jusque dans sa dernière édition, en 1989) qui indique que "la Méditerranée est une mer de l'océan Atlantique" et que "le bassin de la mer Méditerranée inclut la mer de Marmara, la mer Noire et la mer d'Azov", en gardant à l'idée que les détroits du Bosphore et des Dardanelles sont parfois appelés en Russie "les Détroits de la mer Noire."⁹ Les paroles de M.Gorbatchev ("l'unique voie maritime reliant nos ports du sud avec l'océan Atlantique") prennent alors tout leur sens.

1.2 - Intérêts stratégiques et intérêts de puissance de la Russie.

Nous l'avons vu, le débouché vers l'océan Atlantique, mais aussi vers l'océan Indien, revêt une importance primordiale pour la Russie, en particulier pour ses régions méridionales. C'est ainsi que Nicolai Kovalsky, directeur du Centre pour les études méditerranéennes et de la mer Noire, au sein de l'Institut de l'Europe de l'Académie des sciences russe, peut affirmer que "l'espace Méditerranée-mer Noire joue un rôle particulier ... dans la sécurité globale de la Russie. [Cet espace] constitue une partie de ce qu'on appelle l'arc de vulnérabilité, qui part de Gibraltar, passe par la mer Noire et le Moyen-Orient et rejoint l'Inde et la Chine"¹⁰.

Durant la période soviétique, les observateurs occidentaux ont insisté sur l'importance militaire du débouché vers la Méditerranée, en particulier pour la flotte soviétique de la mer Noire. Il convient tout de même de noter que l'ouverture vers les océans présente avant tout un intérêt économique pour la Russie. En effet, si les marchés des pays méditerranéens eux-mêmes se sont réduits depuis le début des années 1990 et la chute de l'URSS, le quotidien *Nezavisimaya gazeta* du 23 novembre 1993¹¹ indique que 25 % du commerce extérieur russe transite alors par la mer Noire et les détroits du Bosphore et des Dardanelles, avec une tendance à l'augmentation. A ce titre, la libre circulation entre la mer Noire et les océans représente toujours pour la Russie un intérêt stratégique à protéger.

⁹ KANDEL Pavel, "Les intérêts de la Russie dans les Balkans : intérêts constants et intérêts immédiats" (en russe), www.pubs.carnegie.ru.

¹⁰ KOVALSKY Nicolai, "Russia and Mediterranean Security", *Mediterranean Quarterly*, Vol.8 n°2, Durham, 1997, p.102.

¹¹ Cité par Nicolai KOVALSKY, op. cit., p. 106.

Par ailleurs, l'augmentation des flux commerciaux, attendue et espérée par la Russie, tient avant tout aux perspectives d'exportation de matières énergétiques en provenance de Russie centrale et, surtout, du bassin de la mer Caspienne, d'Asie centrale et du Kazakhstan.

Aujourd'hui, le transport de ce pétrole et de ce gaz représente un enjeu primordial, non seulement pour la Russie, mais aussi pour les autres pays riverains de la mer Noire, qui sont tous plus ou moins partie prenante dans les grandes manœuvres en cours dans ce domaine. Le contrôle de ces réseaux d'acheminement présente un intérêt économique, par la manne financière qu'il procure, mais aussi et surtout, pour la Russie, une puissante arme à double effet, vers les pays producteurs et vers les clients. Ce n'est pas un hasard si, comme nous l'avons noté en introduction, "le problème des itinéraires par lesquels passeront les principaux réseaux d'acheminement des matières énergétiques" est cité en priorité dans la « conception de la politique extérieure de la Fédération de Russie ».

Outre ces intérêts stratégiques, la volonté russe, comme la volonté soviétique, de présence dans la zone méditerranéenne répond à un intérêt de puissance. C'est ce que retient Laure Mandeville lorsqu'elle écrit "qu'en affirmant sa volonté de contribuer à la stabilité de la zone, l'URSS revendique également un statut de grande puissance et un droit de regard sur les affaires méditerranéennes."¹²

Effectivement, depuis un demi-siècle, pour ne pas dire depuis toujours, l'URSS et la Russie, comme les autres puissances, ont observé les conflits majeurs qui ont secoué cette région, et en particulier le Moyen-Orient et les Balkans. Aujourd'hui, on est encore loin de pouvoir dire que toute menace de confrontation majeure est définitivement écartée. A cette menace répondent une activité diplomatique et une présence militaire américaines très importantes (la puissante VI^{ème} Flotte en témoigne). L'Union européenne, puissance riveraine, entend également jouer un rôle majeur en Méditerranée, notamment dans la résolution des crises et des conflits. En conséquence, la Russie, qui se considère aussi comme pays voisin, voire riverain, et qui, au même titre que l'Union soviétique auparavant, demeure une puissance nucléaire et un membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, ne peut être absente d'un théâtre où les enjeux de sécurité se mesurent à l'échelle européenne, voire mondiale.

¹² MANDEVILLE Laure, op. cit., p. 81.

1.3 - Analyse des menaces.

A la lecture de différents auteurs russes ou soviétiques, il semble que le premier sentiment qui anime un responsable, à fortiori militaire, russe dès qu'il jette un œil sur une mappemonde est une angoisse profonde liée à une impression d'encerclement. Il s'agit là du vieux complexe dit "de la forteresse assiégée" hérité de la Russie tsariste.

Dans la zone méditerranéenne, cette impression d'encerclement est renforcée par la perspective d'un achèvement dans les Balkans de l'arc de cercle formé par les pays de l'OTAN, depuis la Norvège jusqu'en Turquie, avec la crainte d'une poursuite de l'extension de l'OTAN encore plus vers l'est, en direction du Caucase et de l'Asie centrale. C'est ce qu'exprime Pavel Kandel lorsqu'il estime que " le "partenariat" annoncé [par l'OTAN] se transforme en confrontation stratégique directe"¹³. Pour sa part, Nicolai Kovalsky ajoute que "une analyse de l'action de l'OTAN dans les Balkans au cours des années 1990 révèle que celle-ci repose encore sur la menace et l'emploi de la force,...[que] l'OTAN s'est rangée au côté de l'une des parties au conflit ... [avec pour but] de renforcer les positions occidentales dans la région, au détriment de la Russie" et il constate que "ces actions n'ont pas assuré la stabilité dans la région"¹⁴

Par ailleurs, comme le note en 1988 l'historien soviétique Leonid Medvenko¹⁵, les Russes ne peuvent que constater une présence américaine massive en Méditerranée. "Jetons donc un regard sur une carte, propose-t-il. Si l'on indique la présence de bases américaines par une étoile, on comptera sur le périmètre de la Méditerranée plus d'étoiles que sur le drapeau américain, alors que pas un des points chauds de la zone ne révèle la présence de troupes soviétiques". Force est de constater qu'il y a bien un peu de vérité dans cette analyse, quelle que soit la mauvaise foi de son auteur. Cette armada américaine, dotée de puissants moyens de projection de forces et de projection de puissance, est toujours présente après la disparition de l'URSS et de l'Eskadra soviétique qui sillonnait les eaux méditerranéennes. Et cette présence les Russes la supportent mal car ils l'interprètent comme une menace directe. Menace d'autant plus sérieuse que, comme le note Nicolai Kovalsky, "un pays, quel qu'il

¹³ KANDEL Pavel, op. cit.

¹⁴ KOVALSKY Nicolai, op. cit., p. 108-109.

¹⁵ Cité par Laure MANDEVILLE dans "Eléments pour une caractérisation de la stratégie soviétique en Méditerranée", Observatoire Stratégique Méditerranéen, cahiers n°4, L'Europe en formation, Nice, 1989, p. 22-23.

soit, qui maintiendrait une base en Méditerranée ... peut isoler le sud de la Russie en fermant le détroit des Dardanelles"¹⁶.

Qui plus est, les analystes russes notent que la mer Noire, où la seule marine de guerre turque compte deux fois plus de bâtiments que la flotte russe, n'est plus le "sanctuaire" de l'époque soviétique. En effet, la présence de navires de guerre occidentaux y a considérablement augmenté et les manœuvres de l'OTAN, au titre du "partenariat pour la paix", s'y multiplient, ce qui, en 1996, incite le Président Eltsine à déclarer que la Russie réagirait fermement aux actions visant à "transformer la mer Noire en tremplin pour les flottes de l'OTAN et des pays non-riverains"¹⁷. Pour l'instant, les réactions fermes annoncées se sont limitées aux protestations d'usage.

Par ailleurs, parmi les facteurs qui menacent la sécurité de la Russie dans la zone Méditerranée-mer Noire, Nicolai Kovalsky note, outre la forte concentration de forces navales, "l'énorme potentiel d'armements, ...la situation explosive dans les Balkans, à proximité du territoire russe, ...la situation entre la Grèce et la Turquie [qui] crée une menace directe sur la sécurité de la mer Noire et sur la navigation dans les Détroits,... le problème cyprite,... les conflits et les crises non résolues autour de la mer Noire, ...en Transnistrie, en Ossétie, en Abkhazie, dans le Haut-Karabakh et en Tchétchénie ... [et] le nombre croissants d'acteurs dans toute la zone"¹⁸. A ces facteurs de déstabilisation il ajoute le problème des réfugiés et les trafics de drogue.

Dans leur ensemble, ces analyses d'observateurs russes ou soviétiques montrent bien la constance, depuis la période soviétique, du discours alarmiste sur les menaces, discours parfois artificiel mais traduisant quand même souvent un sentiment réel de faiblesse face à ces menaces. Cette faiblesse était ressentie, et elle l'est toujours, dans l'étude des rapports de forces, aussi bien en terme de présence militaire que d'influence politique ou de pénétration économique.

¹⁶ KOVALSKY Nicolai, op. cit., p. 103.

¹⁷ Segodnya du 1-er juillet 1996, cité par Nicolai KOVALSKY, op. cit., p. 110.

¹⁸ KOVALSKY Nicolai, op. cit., p. 104-106.

DEUXIEME PARTIE

LA POLITIQUE DE L'UNION SOVIETIQUE EN MEDITERRANEE.

Après avoir constaté une certaine permanence entre la période soviétique et la période actuelle dans la perception russe de la Méditerranée, des intérêts stratégiques qui s'y jouent et des menaces qui en découlent, il convient, avant de se pencher sur la politique de la Russie d'aujourd'hui, d'étudier quelle politique l'Union soviétique a menée dans les différentes régions du bassin méditerranéen.

2.1 - Les objectifs et les instruments de la politique soviétique.

Les observateurs occidentaux s'accordent généralement sur l'existence de deux volets principaux dans la politique soviétique. Il s'agit, d'une part, de la volonté de propager les idées communistes et le modèle soviétique. Mais il s'agit aussi de la raison d'Etat et de la préservation des intérêts nationaux, et c'est ce volet qui semble avoir toujours prévalu, et plus encore après la seconde guerre mondiale.

C'est notamment l'analyse de Michel Salomon lorsqu'il note que " les quelque quinze années [1955-1970] de pénétration soviétique au Moyen-Orient se caractérisent moins par une action "révolutionnaire" que par une tentative très classique, "historique" d'assurer son hégémonie globale, de se procurer des marchés et des bases, de disputer une clientèle politique et économique à la fois à l'Occident et à l'inquiétant rival chinois."¹⁹

C'est également le sentiment de Paul Balta qui détaille ainsi les instruments par lesquels l'URSS tente, selon l'expression de Michel Salomon, "d'assurer son hégémonie globale" : "Les principaux axes de la pénétration soviétique sont, outre les partis communistes, les armes, les conseillers militaires et les conflits locaux ; l'économie ; les instruments diplomatiques ; les modèles d'organisation du parti et de l'Etat et les techniques d'encadrement. Et il ajoute que de 1945 à 1985 ... ces différents moyens ont été utilisés en fonction des circonstances, successivement ou simultanément"²⁰.

¹⁹ SALOMON Michel, op. cit., p.360.

²⁰ BALTA Paul, "La politique traditionnelle de l'Union soviétique au sud de la Méditerranée", Observatoire Stratégique Méditerranéen, cahiers n°4, L'Europe en formation, Nice, 1989, p.101-102.

2.2 - La politique soviétique jusqu'en 1955.

Si la révolution d'octobre 1917 ne change pas fondamentalement l'intérêt que la Russie porte à la Méditerranée, on peut noter tout de même un souci de rompre l'isolement engendré par ce séisme politique qui vient d'ébranler le pays et de rechercher des points d'appui dans la région. Parallèlement, le nouveau pouvoir bolchévique entend promouvoir l'expansion du communisme, ce qui aura dès les années suivantes une influence importante sur les relations entre le pouvoir soviétique et les états arabo-musulmans. En effet, comme le constate Zinoviev lors du Congrès de Bakou, "l'Islam [peut être] considéré comme un frein au progressisme et au triomphe des idées révolutionnaires."²¹

Au début des années 20, le rapprochement le plus spectaculaire s'effectue avec la Turquie kémaliste. Cette alliance paraît d'autant plus contre nature que la révolution d'octobre vient à peine de mettre fin à la dernière des treize guerres qui, depuis le XVII^e siècle, ont opposé les deux puissances régionales sur fond de lutte pour le contrôle des Détroits et ont forgé un sentiment de profonde aversion réciproque. Mais le combat anti-impérialiste des deux nouveaux pouvoirs pousse à ce rapprochement, concrétisé dès 1920 par l'ouverture de représentations diplomatiques dans les deux capitales puis par la signature d'un accord de coopération en 1921 et d'un traité d'amitié et de coopération en 1925. Ceci n'empêche pas le gouvernement d'Atatürk d'interdire dès 1922 les activités du parti communiste turc qui est soutenu par Moscou. Dès lors, on constate que les autorités soviétiques remettent au second plan toute exigence idéologique, attitude qui sera récurrente pendant les décennies à venir.

C'est en 1936, après la conférence de Montreux qui accorde à la Turquie le contrôle des Détroits et après qu'Atatürk se soit rapproché de l'Allemagne du troisième Reich, que les relations soviéto-turques se dégradent.

Cet activisme allemand est sensible non seulement en Turquie mais également dans tout le Moyen-Orient, avec un soutien officiel au panarabisme, ce qui va peser sur la politique russe dans la région. En particulier, Moscou qualifie la révolte arabe de Palestine, en 1936, "d'acte soutenu par les agents fascistes"²². L'influence allemande oriente d'autant plus la politique soviétique dans cette région qu'elle renforce l'opposition traditionnelle des gouvernements locaux au développement de mouvements communistes puissants. La seconde guerre mondiale n'apportera pas de changements à la position de l'URSS dans la région et Catherine

²¹ KAMINSKY C. et KRUK S., La stratégie soviétique au Moyen-Orient, PUF, Paris, 1988, p. 9.

²² Op. cit., p. 13.

Kaminsky et Simon Kruk peuvent noter que "jusqu'à la mort de Staline en mars 1953, le Kremlin manifeste peu d'empressement à s'engager dans une véritable politique proche-orientale"²³.

Il convient néanmoins, dans la période de l'immédiat après-guerre, de noter deux faits majeurs qui influenceront sur les positions soviétiques dans la région. Il s'agit tout d'abord de la rupture consommée avec la Turquie avec, en mars 1945, la dénonciation par l'Union soviétique du traité d'amitié et de coopération de 1925, suivie, en août 1945 à la conférence de Potsdam, par la demande soviétique de révision du traité de Montreux pour obtenir un contrôle conjoint, soviéto-turc, des Détroits et l'établissement d'une base militaire soviétique dans les Dardanelles. Les Etats-Unis, qui soutiennent alors les Turcs en s'opposant à toute modification des clauses de Montreux, en profitent pour placer la Turquie dans leur sphère d'influence, ce qui se concrétisera dès mars 1947 par la mise en œuvre de la doctrine Truman destinée, notamment, à "fournir une aide aux peuples libres qui luttent contre les pressions étrangères"²⁴. Lorsque le 30 mai 1953, soit moins de trois mois après la mort de Staline, Moscou adresse une note à Ankara, déclarant que "les gouvernements des RSS d'Arménie et de Géorgie ont jugé possible de renoncer à leurs revendications territoriales envers la Turquie"²⁵, il est déjà trop tard car cette dernière a déjà adhéré à l'OTAN l'année précédente. Le deuxième événement majeur qui marquera les relations soviéto-arabes est, en 1948, le soutien de Moscou à la création de l'Etat d'Israël, les Soviétiques misant alors sur l'affaiblissement des positions de la Grande-Bretagne impérialiste. Les espoirs fondés sur une participation israélienne à la transformation politique du Moyen-Orient et à la lutte anti-occidentale apparaissent vite vains et l'Union soviétique durcit d'autant plus rapidement son attitude envers Israël que la volonté d'émigration des Juifs d'Europe orientale menace sa stabilité d'Etat multinational. Mais ce soutien de Moscou à Israël n'a fait qu'accroître l'hostilité du monde arabe envers l'Union soviétique, ce monde arabe toujours considéré au Kremlin comme réactionnaire et féodal.

Finalement, au début des années 50, les seuls points d'appui dont l'URSS puisse disposer en Méditerranée sont les bases d'Albanie, avec, notamment, la baie de Vallona, ses imposantes installations portuaires et aéroportuaires et ses dépôts d'hydrocarbure, et avec l'îlot rocheux de Saseno qui abrite une base de sous-marins héritée de l'Italie fasciste et que les Soviétiques ont agrandie et rénovée. Cet investissement ne sera pas rentabilisé sur le long terme

²³ Op. cit., p. 15.

²⁴ Cité par Semih VANER dans "La Turquie entre l'Occident-Patron et le Grand Voisin du Nord", L'URSS vue du Tiers-Monde (sous la direction de Zaki LAÏDI), Editions Khartala, Paris, 1984, p. 105.

²⁵ Op. cit. p. 106.

puisque'une dizaine d'années plus tard les Soviétiques devront abandonner la totalité de ces installations, ainsi que plusieurs sous-marins et quelques navires de soutien, lorsque Tirana décidera de rompre avec Moscou et de se tourner vers Pékin.

2.3 - Le tournant de 1955.

Comme le note Mme Carrère d'Encausse, "l'année 1955 a été une année décisive à la fois pour l'évolution du Moyen-Orient et pour la politique soviétique dans cette région."²⁶

En effet, l'URSS intervient alors là où, avec la signature du Pacte de Bagdad, elle s'estime attaquée par l'Occident et assiégée à ses frontières. En décidant de s'engager politiquement et militairement au Moyen-Orient malgré le manque d'enthousiasme des dirigeants arabes pour les idées communistes, elle décide donc, après la mort de Staline, d'abandonner la théorie Jdanov des deux camps, le camp socialiste et l'impérialisme capitaliste, entre lesquels il n'existerait pas de compromis. Catherine Kaminsky et Simon Kruk estiment qu'il "s'agit avant tout pour les Soviétiques de confirmer ainsi le soutien du Kremlin à tous les mouvements nationalistes du Tiers-Monde, sans se préoccuper ni du facteur idéologique, ni des répressions contre les communistes locaux à l'exemple de celles exercées par le colonel Nasser contre les membres du parti communiste égyptien."²⁷ C'est donc l'Egypte du Président Nasser qui annonce, le 27 septembre 1955, la signature avec la Tchécoslovaquie d'un accord de fourniture d'armements, brisant ainsi le monopole des ventes d'armes au Moyen-Orient détenu jusqu'alors par la Grande-Bretagne. Chacun comprend alors que derrière la Tchécoslovaquie se cache l'Union soviétique qui avait établi des relations avec Le Caire dès mars 1954, juste après la signature entre les deux capitales d'un accord pétrolier.

En fait, alors que tout au long de cette année 1955 plusieurs accrochages militaires avec l'armée israélienne montrent les déficiences des matériels égyptiens, l'Egypte se tourne initialement vers les autorités américaines pour obtenir des armements modernes. Celles-ci conditionnent alors la vente d'armes à l'envoi d'une mission d'assistance militaire, ce qui est inacceptable pour le Président Nasser qui décide alors de s'adresser à Moscou. Cette décision, qui marque le début de la présence soviétique dans le monde arabe, brise les efforts occidentaux qui visaient à maintenir et garantir un équilibre militaire au Moyen-Orient, efforts concrétisés par la déclaration tripartite de mai 1950 qui fixait une limitation du

²⁶ CARRERE D'ENCAUSSE Hélène, *La politique soviétique au Moyen-Orient : 1955 - 1975*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1975, p. 27.

²⁷ KAMINSKY C. et KRUK S., *op. cit.*, p. 17.

niveau des équipements militaires. En 1955 c'est au contraire une course aux armements qui est lancée dans la région, course dont va profiter l'Union soviétique pour imposer sa présence.

Parallèlement, Moscou va initier une politique qu'on pourrait maintenant qualifier "d'aide au développement". Paul Balta note à ce sujet que, "jusqu'en 1954, l'URSS n'a pas investi un kopeck dans l'aide au Tiers-Monde alors que les pays occidentaux y ont déjà consacré quelque 20 milliards de dollars. Ce n'est qu'à partir de 1955 que Moscou entame sa politique de coopération économique. Elle se traduit par la construction d'aciéries, d'usines de transformation de matières premières, de barrages, d'instituts de pétrole et de raffineries."²⁸

En Méditerranée, cette présence soviétique s'affirmera et s'intensifiera dans les années soixante non seulement pour contrer la montée en puissance des Etats-Unis, qui, après l'échec de l'expédition de Suez, remplacent définitivement la Grande-Bretagne et la France dans la région, mais aussi pour faire face à la concurrence venant de Chine populaire, cette Chine qui remplacera l'URSS en Albanie.

Dans cette compétition qui se développe, Moscou considère l'Egypte "comme l'axe de passage obligé de la stratégie soviétique au Moyen-Orient."²⁹ Cette analyse est confirmée et largement explicitée à la fin des années soixante dans un rapport attribué à Sergeï Vinogradov, qui était alors l'ambassadeur soviétique en République arabe unie et, selon Michel Salomon, "maître à penser de la politique arabe du Kremlin". Ce rapport se conclut de la façon suivante :

"En récapitulant, notre intérêt est le suivant :

- 1 - sauvegarder le régime actuel;
- 2 - contrôler indirectement le canal de Suez dans le cas de sa réouverture;
- 3 - consolider nos bases en R.A.U. afin d'avoir une nette supériorité stratégique en Méditerranée orientale par rapport à l'OTAN;
- 4 - masquer nos objectifs aussi longtemps que cela sera possible.

Nous avons la possibilité de réaliser le rêve de Lénine d'un élargissement de la révolution socialiste dans les régions de la Méditerranée. Mais la transformation nécessaire dans les pays arabes ne se fera qu'au prix d'une lutte longue et difficile. Il sera nécessaire d'aller un jour à l'encontre des traditions et influences islamiques. Mais il faudra l'éviter aussi longtemps que possible, afin de ne pas nous créer d'adversaires inutiles."³⁰

²⁸ BALTA Paul, op. cit., p. 109.

²⁹ KAMINSKY C. et KRUK S., op. cit., p. 19.

³⁰ Cité par Michel SALOMON, op. cit., p. 21.

Le dernier paragraphe de cette citation confirme que l'URSS a remis au second rang "l'élargissement de la révolution socialiste", ce qui marque une forme de pragmatisme en réponse à la phrase célèbre du Président Nasser "nous achetons des armes et non des idées."³¹ Est-il possible dès lors pour l'Union soviétique de faire dépendre sa politique régionale de neutralisation de l'influence américaine du seul partenaire égyptien, partenaire d'une fiabilité douteuse ?

Cette nécessaire diversification passera tout d'abord par la Syrie, que l'URSS s'empresse de reconnaître en septembre 1961, dès qu'elle se sépare de l'Égypte et quitte la R.A.U. Là encore, l'anticommunisme profond des dirigeants syriens qui vont se succéder au gré des coups d'État successifs sera oublié et seul sera retenu leur anti-occidentalisme.

Plus tard, avec l'arrivée au pouvoir à Damas du mouvement baassiste en 1966, Moscou décide de jouer la carte du réflexe de solidarité arabe contre Israël et augmente considérablement ses livraisons d'armes à l'Égypte et à la Syrie, tout en accusant Jérusalem de menacer directement la Syrie, ce qui contribue largement à augmenter la tension dans la région à la veille de la troisième confrontation israélo-arabe de juin 1967.

2.4 - Les dividendes de la guerre israélo-arabe de 1967.

Le conflit israélo-arabe de 1967 est en premier lieu l'occasion pour l'Union soviétique de renforcer sa présence navale en Méditerranée. Selon Michel Salomon, à cette époque "les unités soviétiques quadruplent en nombre, passant à 50 et 60 navires. Le détachement devient l'escadre soviétique en Méditerranée"³² qui conservera un format à peu près équivalent jusqu'à la fin des années 80 avec en permanence, selon Laure Mandeville, "entre 40 et 50 navires de surface et 8 à 10 sous-marins."³³ Cette "Eskadra" soviétique, qui a fait fantasmer tant d'auteurs occidentaux, est avant tout destinée, selon les autorités soviétiques, à contrer "les menées incessantes des impérialistes". Elle "n'est stationnée en Méditerranée qu'en accord avec les intérêts des pays arabes qui sont les victimes de l'agression israélienne"³⁴ et sa présence "empêche la VI^{ème} flotte américaine de réaliser les ambitions agressives du Pentagone."³⁵

³¹ Cité par Hélène CARRERE D'ENCAUSSE, op. cit., p. 30.

³² SALOMON Michel, op. cit., p. 88.

³³ MANDEVILLE Laure, "Éléments pour une caractérisation de la stratégie soviétique en Méditerranée", Observatoire Stratégique Méditerranéen, cahiers n°4, L'Europe en formation, Nice, 1989, p. 22.

³⁴ Pravda, 27 novembre 1968, citée par Michel SALOMON, op. cit., p. 94.

³⁵ Krasnaya Zvezda, 12 novembre 1968, citée par Michel SALOMON, op. cit., p. 94.

De fait, outre un rôle d'outil de propagande et de gesticulation, dont la visibilité augmente en même temps que les tensions dans la zone, l'Eskadra a pour mission essentielle de "marquer" les flottes occidentales largement supérieures en nombre et en qualité, à commencer par la VI^{ème} flotte américaine.

Claude Nigoul et Maurice Torrelli considèrent que "protégée à l'avant de son territoire par sa marine, l'URSS, en Méditerranée, ne joue pas la mer mais la terre et l'air" et que "l'escadre soviétique reste prête à saisir toutes les opportunités pour nier aux Occidentaux la maîtrise absolue de l'espace maritime et aérien en Méditerranée."³⁶

Pour assurer la continuité de sa mission, la flotte soviétique se doit de disposer, à l'instar de sa rivale américaine, d'un maximum de facilités navales sur le pourtour méditerranéen, or les amis et alliés arabes de l'URSS se montrent souvent réservés à l'idée d'une présence massive de son armada navale dans leurs installations portuaires. C'est notamment le cas de l'Algérie qui, respectant en cela les Accords d'Evian malgré son adhésion aux thèses socialistes de Moscou, a toujours refusé aux navires soviétiques l'accès à la base navale de Mers El-Kebir aménagée par la France durant la période coloniale.

L'Eskadra doit donc se contenter des bases d'Alexandrie et de Marsan Matrou en Egypte et de Lattaquié et Tartous en Syrie, avec un droit d'escale à Annaba, en Algérie, et à Tivat, en Yougoslavie. Elle obtiendra également l'accès aux facilités portuaires libyennes mais sera quand même dans l'obligation d'utiliser pour ses opérations de ravitaillement toute une série de mouillages, dont certains situés à proximité de bases occidentales. Michel Salomon a ainsi répertorié, parmi ces mouillages, "les îles de la Galite, au large des côtes nord de la Tunisie, le golfe d'Hammamet, en Tunisie également, les îles Baléares, celle d'Alboran, au large du Maroc près de la base américaine de Rota, Hurd Bank, à l'est de Malte, et Kithira, au sud de la Grèce."³⁷

Ces faiblesses relatives de la flotte soviétique par rapport aux flottes occidentales, avec des navires en nombre plus restreint et de moindre qualité et des points d'appuis plus limités, ne sont pas un obstacle à la montée de l'influence soviétique dans la zone car, comme le fait remarquer Thomas Etzold, "l'importance de l'essor militaire soviétique en Méditerranée se résume à un point essentiel : l'Union soviétique a appris à exercer une influence politique en temps de paix et de crise, avec des forces qui s'avèreraient militairement inférieures en temps de guerre."³⁸

³⁶ NIGOUL C. et TORRELLI M., *Menaces en Méditerranée*, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale, Paris, 1987, p. 45.

³⁷ SALOMON Michel, *op. cit.*, p. 91.

³⁸ Cité par Laure MANDEVILLE, *op. cit.*, p. 23.

Effectivement, Moscou ne se contente pas d'augmenter sa présence navale et décide d'exploiter politiquement la déroute arabe de la guerre des Six Jours en rompant ses relations diplomatiques avec Jérusalem et en se faisant le champion de la cause arabe et palestinienne. On assiste alors à une nouvelle accélération des livraisons d'armes soviétiques vers l'Égypte et la Syrie, accompagnée d'une forte augmentation du nombre de conseillers militaires soviétique dans ces pays, un nombre estimé à 20 000 rien que pour l'Égypte. Par ailleurs, au début de 1970 le président de l'Organisation de Libération de la Palestine, M. Yasser Arafat, est invité pour la première fois dans la capitale soviétique ce qui marque le prélude à une longue relation. Dans le même temps, le Kremlin intensifie son aide économique et accorde à la Syrie un important crédit pour la construction du barrage de l'Euphrate.

Même le coup d'Etat de novembre 1970 qui amène au pouvoir à Damas le général Hafez el Assad, qui prône, à l'origine, une limitation des relations avec Moscou au profit d'une ouverture vers Washington et qui porte un coup de frein à l'extension de l'influence soviétique, ne remet pas en cause fondamentalement la politique soviétique dans la mesure où de chaque côté le pragmatisme l'emporte sur le dogmatisme. En effet, le Président Assad, même s'il refuse de s'engager dans un traité d'amitié et de coopération comme les Soviétiques le lui proposent, se rend à Moscou en février 1971 puis en juillet 1972 pour s'assurer de la poursuite des livraisons d'armes, et demander de nouveaux armements plus modernes, en particulier des avions et des missiles sol-sol et sol-air.

2.5 - La perte de l'Égypte et la guerre d'octobre 1973.

Le maintien des contacts avec la Syrie malgré la méfiance du Président Assad, s'avère pour Moscou d'autant plus primordial qu'en Égypte la mort du Président Nasser en septembre 1970 amène au pouvoir Anouar el Sadate qui, au contraire de son homologue syrien, accepte de signer avec Moscou, en mai 1971, un traité d'amitié et de coopération, mais qui, dans le même temps, élimine du gouvernement l'aile pro-soviétique de la gauche nassérienne. Le Kremlin a beau accéder partiellement aux demandes égyptiennes d'armements modernes en livrant des chasseurs Mig-23 ou des missiles sol-air SA-4 et SA-6, rien n'y fait et le Président Sadate, qui accepte mal que les Soviétiques gardent le contrôle total des matériels livrés, expulse en juillet 1972 les quelque 20 000 conseillers et techniciens soviétiques installés en Égypte.

Cette rupture entre l'Égypte et l'URSS témoigne de l'influence grandissante de Washington et de sa politique extérieure, menée par Henri Kissinger. En effet, si l'Égypte rejette l'allié

soviétique, c'est pour se tourner vers les Etats-Unis, qui semblent seuls à même de ramener la paix dans la région. Dans le même temps, si l'Union soviétique se refuse à livrer massivement à ses alliés arabes les armements les plus performants de son arsenal et prône alors une solution politique au conflit israélo-arabe, c'est qu'elle est engagée depuis novembre 1969 dans des négociations avec les Etats-Unis sur la limitation des armements stratégiques, les "Strategic Arms Limitation Talks", qui débouchent en 1972 sur la signature du traité ABM, "Anti-Ballistic Missile Treaty".

Pourtant, au déclenchement de la quatrième guerre israélo-arabe, en octobre 1973, le Kremlin comprend qu'il s'agit là de sa dernière chance de maintenir ses positions dans la région et n'hésite pas à soutenir les Egyptiens et les Syriens dans leur campagne militaire contre Israël. L'Union soviétique met donc immédiatement en place un pont aérien pour livrer à ses alliés arabes des armes et des équipements modernes, ce qui n'empêche pas les Israéliens de reprendre l'initiative au bout de quelques jours de combat. Ce sont alors les Etats-Unis qui interviennent pour convaincre leur allié israélien de ne pas pousser plus loin son avantage et de ne pas humilier une nouvelle fois ses adversaires arabes auxquels les quelques succès obtenus dans les premiers jours du conflit ont rendu une certaine fierté. Catherine Kaminsky et Simon Kruk notent que "les retombées politiques de cette guerre sont négatives pour les Soviétiques, c'est l'amorce de leur déclin dans la région. Le Président Anouar el Sadate se range aux thèses américaines, devenant le plus fervent partisan de Kissinger au sein du monde arabe."³⁹

Moscou, qui avait jusqu'alors prétendu promouvoir la paix dans la région, choisit de contrer les efforts américains de recherche d'une solution pacifique. D'ailleurs, Hélène Carrère d'Encausse ne croit pas à une quelconque bonne volonté soviétique lorsqu'elle affirme que "pour négocier d'égal à égal avec les Etats-Unis, l'URSS doit être une puissance stratégique, elle doit être présente partout où des situations graves existent. Un Moyen-Orient pacifié, soustrait à l'influence soviétique, enlèverait du poids à l'URSS. ...L'URSS a constamment contribué à maintenir cet état de tension en répondant aux exigences militaires de l'Egypte, seul moyen de se faire accepter d'elle et de se maintenir en Méditerranée."⁴⁰

Poursuivant cette logique après la perte de son allié égyptien, l'URSS décide, pour trouver de nouveaux points d'appui dans la région, d'exploiter le sentiment anti-israélien et de s'engager dans la mise sur pied d'un front arabe anti-Sadate avec les Syriens et avec l'Organisation de libération de la Palestine. Cette situation place Damas en position de force

³⁹ KAMINSKY C. et KRUK S., op. cit., p. 25.

⁴⁰ CARRERE D'ENCAUSSE Hélène, op. cit., p. 230.

face à Moscou, ce qui permet au Président Assad d'obtenir de nouvelles livraisons d'importantes quantités d'armement tout en maintenant le dialogue avec les Etats-Unis, avec lesquels il rétablit les relations diplomatiques. Plus tard, en 1976, l'entrée des troupes syriennes au Liban et les affrontements avec les Palestiniens marqueront l'indépendance de la Syrie vis-à-vis de l'URSS qui devra attendre 1980 pour pouvoir enfin signer le traité d'amitié et de coopération auquel elle tient tant. Zaki Laïdi traduit cette relative impuissance soviétique face aux Syriens en affirmant que "la Syrie parvient à lier l'URSS à la poursuite de ses objectifs au Liban et face à l'OLP, puisqu'elle dispose d'une éventuelle solution de rechange auprès de Washington, alors que Moscou ne peut se prévaloir dans la région d'aucune position de repli"⁴¹.

Il estime même qu'ainsi, "au fur et à mesure qu'elle renforce le régime syrien en croyant par là même renforcer sa position dans la région, Moscou contribue en fait à maximiser les chances de Damas dans un possible "package deal" avec Washington." Cette vision n'est probablement pas l'exact reflet de la réalité mais elle traduit bien la nécessité pour les Soviétiques de rechercher d'autres partenaires.

2.6 - La recherche d'une diversification des partenaires.

Jusque dans les années 80, cette nécessité se traduit, au-delà de la Méditerranée, par un resserrement des liens avec l'Irak et, dans la zone méditerranéenne, par des ouvertures tous azimuts, notamment en direction du Maghreb et des Balkans mais aussi vers la Turquie et même l'Espagne.

Dans le Maghreb, la politique soviétique est avant tout marquée, depuis la décolonisation, par le soutien à "la lutte anti-impérialiste". De plus, pour l'URSS "les pays d'Afrique du Nord jouent un grand rôle dans la vie internationale, surtout dans les affaires africaines et celles du Proche-Orient. Ce rôle leur revient en raison de leur situation géographique, car ils sont insérés dans trois zones importantes : le monde arabe, l'Afrique et la région méditerranéenne."⁴² C'est cette double approche, idéologique et géographique, qui fait qu'aux yeux de Moscou le Maghreb doit appartenir, bien sûr, au front anti-occidental et donc anti-israélien au Moyen-Orient, mais il doit aussi constituer une tête de pont vers les pays d'Afrique où l'URSS est en lutte contre "le fléau du néo-colonialisme".

⁴¹ LAÏDI Zaki, L'URSS vue du Tiers-Monde, Editions Khartala, Paris, 1984, p. 42.

⁴² CHVEDOV A. et PODTSEROV A., "L'URSS et les pays d'Afrique du Nord", Mezhdunarodnaya Zhizn, Moscou, juin 1983.

Dans ce contexte, ce sont l'Algérie et la Libye qui affichent leurs sympathies pour l'Union soviétique, alors que le Maroc et la Tunisie apparaissent proches du camp occidental. Claude Nigoul et Maurice Torrelli notent que "pour l'Algérie, il s'est agi d'un choix fondamental effectué dès l'accession à l'indépendance et qui implique l'option pour un modèle de développement largement inspiré du modèle soviétique. Pour la Libye, les dispositions pro-soviétiques sont plus conjoncturelles et liées aux péripéties du conflit israélo-arabe de 1973."⁴³ Ce rapprochement soviéto-libyen, qui succède à Tripoli à une période d'anti-soviétisme et d'anti-communisme virulents, se concrétise dès 1974 par la signature d'un accord militaire débouchant sur d'importantes livraisons d'armes à l'armée libyenne qui devient totalement soviétisée. Il n'empêche pas le colonel Kadhafi d'être viscéralement opposé à l'impérialisme soviétique qu'il ne se prive pas de dénoncer.

D'ailleurs l'URSS, qui n'obtient pas toutes les facilités navales escomptées, ne s'y trompe pas et évite de trop s'engager dans les actions aventuristes de Tripoli. Laure Mandeville résume bien la situation en rappelant que "les relations soviéto-libyennes restent ambiguës et précaires en raison des divergences idéologiques fondamentales qui séparent les deux pays. Néanmoins, la Libye bénéficie d'une position politique et géographique trop cruciale pour que l'URSS songe à sous-estimer le "chaînon libyen" en l'absence d'une alternative viable."⁴⁴ Cette alternative, les dirigeants soviétiques pensent pouvoir la trouver dans les Balkans, en particulier auprès de l'Albanie et de la Yougoslavie qui, même si elles ne sont pas membres du pacte de Varsovie, sont considérées par Moscou comme faisant partie de la communauté des Etats socialistes. Charles Zorgbibe note ainsi que "lors de sa visite à Belgrade, en novembre 1976, Leonid Brejnev a appelé les Yougoslaves à interpréter leur non-alignement à la manière des ... Cubains, en devenant membres à part entière du Comecon, en ouvrant leurs ports à la marine de guerre soviétique, en coordonnant leur politique étrangère avec celle de Moscou."⁴⁵ On ne saurait expliciter plus clairement les visées du Kremlin qui, pour s'attirer les bonnes grâces des Etats de la région, relance également l'idée d'une transformation de la Méditerranée en "lac de paix"⁴⁶. Cette idée fait suite à une proposition roumaine déjà ancienne de création d'une zone dénucléarisée dans les Balkans, reprise à son compte par l'URSS dès le début des années 60. Ainsi, après diverses autres initiatives

⁴³ NIGOUL C. et TORRELLI M., op. cit., pp. 84-85.

⁴⁴ MANDEVILLE Laure, "La stratégie soviétique en Méditerranée occidentale : globalisme et bilatéralisme", Observatoire Stratégique Méditerranéen, cahiers n°3, L'Europe en formation, Nice, 1988, p. 87.

⁴⁵ ZORGBIBE Charles, La Méditerranée sans les Grands ?, Presses Universitaires de France, Paris, 1997, pp.149-150.

⁴⁶ MANDEVILLE Laure, op. cit., p. 85.

soviétiques envisageant la neutralisation de la zone et le retrait conjoint des flottes de guerre américaine et soviétique, Leonid Brejnev propose, durant l'été 1981 :

- la réduction concertée des forces armées stationnées dans la région,
- la renonciation à l'implantation des armes nucléaires sur le territoire des pays méditerranéens non nucléaires,
- l'engagement des puissances nucléaires à ne pas employer l'arme nucléaire.⁴⁷

Ce discours soviétique neutraliste recurent recueille un certain écho dans les Balkans, notamment en Grèce, mais il ne suffit pas à attirer vers Moscou les Etats de la région.

Poursuivant ses tentatives de diversification de ses partenaires, le Kremlin tente également un nouveau rapprochement avec Ankara après l'arrivée au pouvoir de Bülent Ecevit, le leader du Parti républicain du peuple. En juin 1978, celui-ci est accueilli à Moscou où il déclare que "la menace qui pèse sur la sécurité [de la Turquie] ne vient pas de l'URSS ni des autres pays socialistes."⁴⁸ Les relations entre les deux capitales sont alors au mieux, avec une aide économique soviétique se traduisant par une assistance imposante dans divers grands projets industriels et par l'octroi de plusieurs milliards de dollars de crédits à très faible taux d'intérêt. En contrepartie, les Turcs ferment les yeux sur le passage par les Détroits de plusieurs bâtiments soviétiques contrevenant aux clauses de la Convention de Montreux. C'est notamment le cas des porte-avions, baptisés pour l'occasion croiseurs anti-sous-marins. Malgré tout, la Turquie demeure un membre de l'OTAN et un allié important des Etats-Unis dans la région, face, justement, à l'Union soviétique. A ce titre, Ankara, malgré certaines déclarations ambiguës, refuse une quelconque assistance militaire de la part de Moscou, refus confirmé en avril 1978 lorsque le maréchal Ogarkov, en visite en Turquie, propose de livrer des armements à son voisin du Sud. Par ailleurs, le souhait du Kremlin de ménager la Grèce, qui se manifeste par une attitude à géométrie variable au sujet du problème cyprite, et une méfiance viscérale des Turcs vis-à-vis du vieil ennemi russe amènent "les décideurs turcs à limiter l'étendue de ce rapprochement et à renouer d'une certaine manière avec une tradition diplomatique ottomane qui consistait à éviter le tête-à-tête avec Moscou et à rechercher la protection occidentale."⁴⁹

⁴⁷ Op. cit.

⁴⁸ Cité par Semih VANER dans "La Turquie entre l'Occident-Patron et le Grand Voisin du Nord", L'URSS vue du Tiers-Monde (sous la direction de Zaki LAÏDI), Editions Khartala, Paris, 1984, p. 109.

⁴⁹ VANER Semih, op. cit. p.120.

Finally, upon the arrival of Mikhail Gorbachev in 1985, more than ten years after the rupture with Egypt, the USSR can only count in the region on two partners, Syria and Libya, whose reliability is very uncertain.

2.7 - L'ère Gorbatchev : une réorientation en douceur.

The "new thought" promoted by M. Gorbachev constitutes "the external corollary of the perestroïka."⁵⁰ It is notably translated by a reorientation of Soviet policy in the Third World which will have repercussions in the Middle East. This reorientation is imposed at once by the impossibility for the Soviet economy to continue financing its expansionism and by the will of the Kremlin to engage in a new dialogue with the United States. The fact is that Moscow no longer has the means to spend several billions of dollars each year to pursue in the Third World a policy whose results are disappointing. Moreover, as Catherine Kaminsky and Simon Kruk note, "the Soviet leaders have realized that it is in the period of détente with Washington that they can best serve their interests in the Third World in general, and in the Middle East in particular."⁵¹ It is true that the Lebanese war, in 1982, had made the Soviets fear that their personnel in Syria would be directly dragged into the Israeli-Syrian confrontation, which led them to associate with the American efforts for peace, whereas they had previously denounced "the Arab conspiracy of Camp David". The theme of the Soviet Union, then of Russia, as co-parrain (co-sponsor in Russian terminology) of the peace process in the Middle East will become recurrent in the discourse of Soviet foreign policy, which, since 1986, has sought to renew diplomatic ties with conservative Arab countries.

According to Laure Mandeville, the Gorbachev discourse on a new vision of the world and its dangers, "the Soviets draw two conclusions :

- The hour is no longer one of confrontation, but of economic and political cooperation and peaceful coexistence. The belonging to capitalist and socialist worlds is no longer ineluctable. The relationship with the Western world must evolve.

⁵⁰ MANDEVILLE Laure, "Éléments pour une caractérisation de la stratégie soviétique en Méditerranée", Observatoire Stratégique Méditerranéen, cahiers n°4, L'Europe en formation, Nice, 1989, p. 12.

⁵¹ KAMINSKY C. et KRUK S., op. cit., p. 28.

- Il est indispensable de "passer du principe de surarmement à celui de désarmement", par l'élaboration d'une doctrine basée sur les concepts de défense et de suffisance raisonnable."⁵²

Pour appliquer cette "nouvelle pensée" à la Méditerranée les dirigeants soviétiques, "même s'ils admettent l'importance cruciale des éléments religieux, ethniques ou socio-politiques endogènes"⁵³ se contentent de reprendre leurs anciennes propositions de démilitarisation de la région tout en perpétuant l'idée que les Etats-Unis constituent le principal facteur de tension dans la région.

Pour bien marquer la contradiction entre le discours soviétique en faveur d'un désarmement et la nécessité pour Moscou de conserver ses points d'appui traditionnels dans la zone, Laure Mandeville note que "comme dans le cas syrien, le statut de fournisseur d'armes semble demeurer l'un des principaux leviers de manœuvre de l'U.R.S.S. en Libye. A cet égard, les Soviétiques ne semblent pas souscrire à une application très stricte de leur nouvelle pensée."⁵⁴

Il semble bien, dès lors, que la fin de l'ère soviétique soit bien, y-compris dans le domaine des relations internationales, une période de transition et non de fracture brutale. Cette transition est avant tout dictée au Kremlin par une analyse pragmatique à la fois de ses intérêts, avec une prise en compte accrue des intérêts économiques, et des atouts des différents acteurs.

C'est ainsi que, dès la fin des années 80, l'URSS s'efforce d'apparaître comme ouverte à toutes les possibilités de coopérations "mutuellement avantageuses". Cette approche pragmatique et ces ouvertures, prônées et mises en œuvre par les "libéraux" du régime, vont à l'encontre des idées des "durs" de ce régime, communistes conservateurs et nationalistes. C'est ce qui, au gré des luttes de pouvoir à la tête de la Fédération de Russie naissante, donnera durant la décennie suivante une impression d'incohérence dans la conduite des affaires du pays.

Dans le bassin méditerranéen, c'est vis-à-vis d'Israël que l'évolution de la position du Kremlin apparaît la plus marquante. Comme l'indiquent Claude Nigoul et Maurice Torrelli, "ce qui semble déterminant, c'est la revalorisation relative d'Israël dans les bilans "Israël / intérêts soviétiques dans la région", "Israël / Pays arabes" et "Israël / Etats-Unis" ... Les ouvertures de l'URSS en direction d'Israël, comportant la promesse d'une reprise de

⁵² MANDEVILLE Laure, op. cit., p. 14.

⁵³ Op. cit., p. 15.

⁵⁴ Op. cit., p. 16.

l'émigration juive soviétique, s'inscrivent dans une logique géopolitique réaliste qui multiplie les options soviétiques au Proche-Orient."⁵⁵ Cette observation traduit bien l'évolution de la politique de Moscou.

⁵⁵ NIGOUL C. et TORRELLI M., *op. cit.*, pp. 160-161.

TROISIEME PARTIE

LES NOUVELLES ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE RUSSE.

Nicolai Kovalsky, note qu'après "l'effondrement de l'URSS, il est devenu évident que la Russie n'avait pas les moyens de continuer à jouer en Méditerranée le rôle joué par l'Union soviétique ... Dans le même temps, l'activité des Etats-Unis et des pays de l'Union européenne augmente."⁵⁶ Et il ajoute qu'aujourd'hui, "la présence et l'influence politique de la Russie dans la région sont réduites au niveau le plus bas, tout comme la participation russe dans le processus de prise de décisions concernant les problèmes méditerranéens"⁵⁷, ce qui, nous le verrons, paraît plus ou moins discutable.

D'autre part, dans le cadre de la "logique géopolitique réaliste" constatée par Claude Nigoul et Maurice Torrelli, une étude russe sur "les évolutions du contexte de sécurité de la Russie dans sa périphérie géostratégique"⁵⁸ fait ressortir que la Russie est loin d'avoir recueilli les dividendes économiques qu'elle aurait pu attendre des "investissements" soviétiques dans le Tiers-monde. Ceci est considéré comme particulièrement vrai au Moyen-Orient, où sa présence militaire est pratiquement réduite à zéro comme dans le reste du Tiers-Monde, alors qu'elle porte un intérêt renforcé à cette région qui, toujours selon cette étude, a une influence directe sur sa sécurité. En fait, pour les auteurs de l'étude, la Russie, héritière de l'Union soviétique dans le rôle "d'ami des Arabes", est mal positionnée dans cette région d'instabilité qui va du Sinaï aux rives occidentales de l'Afrique, avec une position ambiguë vis-à-vis d'Israël considéré comme l'acteur central dans la zone.

3.1 - Israël, nouveau partenaire central au Moyen-Orient.

Dans la logique de la mise en œuvre de la politique initiée par M. Gorbatchev, premier et dernier Président de l'URSS, les dirigeants russes ont poursuivi l'ouverture en direction d'Israël. Dans ce processus de rapprochement, Robert Freedman, le président de l'Université

⁵⁶ KOVALSKY Nicolai, op. cit., p.105.

⁵⁷ Op. cit.

⁵⁸ www.mns.ru (en russe), Bibliothèque électronique nationale, Moscou, 1998, 12 pages.

hébraïque de Baltimore, relève que "les relations russo-israéliennes reflètent un conflit entre les intérêts économiques russes qui poussent à de bonnes relations avec Israël et les partisans russes de la ligne dure qui recherchent des bénéfices pour la Russie dans la poursuite du conflit israélo-arabe." Il constate par exemple que "les relations russo-israéliennes, qui étaient bonnes lorsque Kozyrev était aux rênes de la diplomatie russe, se sont nettement dégradées avec l'arrivée de Primakov, considéré comme pro-arabe." Il note que, pourtant, "la Russie a des intérêts en Israël :

- Israël est le deuxième partenaire économique de la Russie dans la région, après la Turquie,
- dans le domaine diplomatique, de bonnes relations avec Israël permettent à la Russie de jouer (ou de donner l'impression de jouer) un rôle majeur dans le processus de paix israélo-arabe,
- avec plus de 800 000 Juifs russophones, Israël accueille la plus importante diaspora russe, ce qui crée des liens culturels,
- les industriels russes de l'armement ont d'autant plus d'intérêt à coopérer avec Israël que bon nombre de techniciens de l'industrie aéronautique israélienne proviennent du complexe militaro-industriel russe qu'ils connaissent donc bien."⁵⁹

Sur ces quatre points, on peut estimer que Robert Freedman a raison. Le poids économique d'Israël ne peut être négligé par Moscou qui est toujours à la recherche de partenaires économiques solvables, de même que ne peuvent être négligées les opportunités de coopération dans l'industrie de défense, avec de bonnes perspectives d'exportation vers des pays tiers, comme le montrent les dernières initiatives communes russo-israéliennes en direction d'Asie centrale, en particulier au Turkménistan.

Pour ce qui concerne le domaine diplomatique évoqué par Robert Freedman, il est presque amusant de constater qu'il n'est pas un communiqué de presse du Ministère russe des affaires étrangères traitant du Moyen-Orient qui ne fasse référence au rôle de co-parrain de la Russie dans le processus de paix israélo-arabe⁶⁰. Il sera intéressant d'observer comment évoluera ce discours après l'abandon par la nouvelle administration américaine de toute référence au "processus de paix" lancé par Bill Clinton.

⁵⁹ FREEDMAN Robert, "Russia and the Middle East : the Primakov Era", *The Middle East Review of International Affairs*, Vol. 2 n°2, Tel-Aviv, mai 1998 (www.biu.ac.il/Besa/meria/journal/1998).

⁶⁰ Voir à ce sujet la lettre de félicitations adressée le 08 février 2001 par Vladimir Poutine à Ariel Sharon pour son élection au poste de Premier ministre qui répète que "en qualité de co-parrain du processus de paix, la Russie est prête à maintenir ses relations permanentes avec Israël afin de permettre la réalisation d'un règlement global israélo-arabe". Ce rôle de la Russie est reconnu le 14 février à

Un autre domaine de coopération intéressant à observer, et qui n'a pas été relevé par Robert Freedman, est celui du renseignement, mais il est vrai que ce domaine, qui est avant tout celui du nouveau Président russe qui n'oublie pas son passé d'officier de renseignement au KGB, n'était certainement pas aussi développé en 1998. En particulier, le terrorisme tchéchène et ses ramifications supposées au Moyen-Orient, un des thèmes chers à Vladimir Poutine⁶¹, est un sujet de rapprochement entre services des deux pays, la presse faisant même état de "l'aide israélienne aux services russes pour faire la lumière sur les connexions proches-orientales des combattants tchéchènes, leurs structures militaires, leurs sources de financement externes et leurs points d'approvisionnement."⁶²

Enfin, le point focal du resserrement des relations russo-israéliennes est certainement l'arrivée massive en Israël d'immigrants russophones. Fin 2000, le gouvernement israélien recense près de 900 000 immigrants provenant des Etats de l'ex-URSS depuis 1989, année où l'Union soviétique a ouvert ses frontières à l'émigration juive (voir annexe 1). Cette population, même si elle provient de l'ensemble des anciennes républiques soviétiques (voir annexe 1), est assimilée à une population russe. Sans compter les 150 000 Juifs soviétiques qui ont immigrés dans les années 70, elle représente aujourd'hui environ 15 % de la population israélienne.

Globalement, comme le montrent les enquêtes israéliennes (voir annexe 2), ces Russes s'estiment bien intégrés dans leur nouveau pays. Pourtant, cette intégration ne s'est pas faite de façon uniforme selon les professions et les qualifications d'origine des immigrants (voir annexe 3). Anne de Tinguy note que "le taux de chômage chez les Russes reste plus élevé que la moyenne nationale. ...Nombreux sont ceux qui ne travaillent pas dans leur secteur d'activité. Autrement dit, l'intégration s'est souvent faite au prix d'un changement de profession et d'une déqualification, source de frustration. ...Le cas des médecins est révélateur : 40 à 50 % de ceux arrivés au début de la décennie qui se sont présentés à l'examen préalable à tout exercice de la profession ont échoué."⁶³ Par ailleurs, cette intégration est toute relative dans la mesure où les Russes restent attachés à leur culture et à leur langue, qu'ils pratiquent plus volontiers que l'hébreu (voir annexe 4), et ils ont une forte

Moscou par E. Bentsour, envoyé spécial de M. Sharon (communiqué n° 240 du 14 février 2001 / www.mid.ru).

⁶¹ Voir, notamment, les déclarations de Vladimir Poutine le 23 janvier 2001 à Moscou, lors de sa conférence de presse conjointe avec le Président israélien.

⁶² "Sur la coopération russo-israélienne", TTU Europe, n° 322 du 31 mai 2000, p. 2.

⁶³ DE TINGUY Anne, "Les Russes d'Israël, une minorité très influente", Les études du CERI, n° 48, Paris, 1998, p. 7.

tendance à se regrouper dans des villes ou des quartiers russes nouveaux. Enfin, leur rapport à la judéité est souvent inexistant ou ténu.⁶⁴

Il découle de tous ces facteurs une dégradation de l'attitude des Israéliens à l'égard de ces immigrés. T. Horowitz note que si "les Israéliens n'étaient en 1990 que 4 % à ne pas souhaiter un voisinage direct avec les Russes, ils sont 25 % en 1994."⁶⁵ Cette perception négative est renforcée par la mise en place par certains nouveaux arrivants de réseaux de prostitution, de trafic de drogue ou de blanchiment de capitaux, ce qui, selon Anne de Tinguy, "contribue à détériorer l'image des immigrants russes, volontiers qualifiés de mafieux (et les femmes de prostituées)."⁶⁶

Ceci n'empêche pas les Russes de prendre une part active au fonctionnement de leur nouveau pays, notamment en pesant sur la vie politique israélienne. Ils disposent en effet d'une représentation politique conséquente, principalement par la voix de Nathan Chtcharansky, fondateur du parti ba-Alya dont le programme est centré sur la défense des intérêts de la communauté russe. Ainsi, Anne de Tinguy peut écrire que "les réactions des Russes montrent à quel point leurs préoccupations ont évolué depuis 1992. Ce qu'ils veulent désormais, ce ne sont plus seulement des appartements et des emplois, c'est être considérés et prendre dans la vie politique et sociale la place et l'influence auxquelles ils estiment avoir droit étant donné leurs qualités."⁶⁷ Elle ajoute par ailleurs que "l'influence des Russes ne s'arrête pas là. En entretenant avec leur pays des liens familiaux, commerciaux, scientifiques, culturels et autres, ils créent des réseaux transnationaux. En nouant des liens, eux aussi très variés, avec d'autres émigrés russes aux Etats-Unis, en Allemagne et ailleurs, ils mettent en place encore d'autres réseaux."⁶⁸ De son côté, témoignant des rapports étroits que Moscou entend conserver avec les émigrés d'Israël, le Président Poutine, lorsqu'il dit pourquoi "la Russie est profondément attachée à la normalisation de la situation au Moyen-Orient", affirme en premier lieu que, "le sort des personnes qui ont quitté le territoire de l'Union soviétique et de la Russie ne nous est pas indifférent."⁶⁹

⁶⁴ Anne de Tinguy écrit à ce sujet que "pour ceux qui ne sont pas juifs, la culture russe prend évidemment une importance particulière. Quant à ceux qui sont juifs, leur déjudaisation très prononcée conforte le caractère particulier de leur communauté." Op. cit., p. 14.

⁶⁵ HOROWITZ T., "Value-oriented parameters in migration policies in the 1990s : the israeli experience", *International Migration*, Vol. 34 n° 4, 1996, p 514.

⁶⁶ DE TINGUY Anne, op. cit., p. 25.

⁶⁷ Op. cit., p. 28.

⁶⁸ Op. cit., p. 34.

⁶⁹ Communiqué du service de presse du Président de la Fédération de Russie à l'issue de la conférence de presse commune du Président Poutine avec le Président israélien à Moscou, le 23 janvier 2001.

On le voit, ce facteur humain, plus que les raisons d'ordre politique, diplomatiques ou économiques, est la clef des relations nouvelles qui se sont établies entre Moscou et Tel-Aviv. Malgré tout, ces relations ne doivent pas cacher les dissensions entre les deux pays, en particulier les reproches ouvertement formulés par Israël à la Russie accusée de poursuivre ses livraisons d'armes à la Syrie⁷⁰ et d'aider l'Iran et l'Irak à développer leurs programmes nucléaires.⁷¹

3.2 - Les liens économiques avec la Turquie.

Si, comme nous l'avons noté, Claude Nigoul et Maurice Torrelli avaient bien analysé, à la fin des années 80, que "les ouvertures de l'URSS en direction d'Israël, s'inscrivaient dans une logique géopolitique réaliste qui multipliait les options soviétiques au Proche-Orient", en Méditerranée orientale cette multiplication des options est particulièrement difficile à gérer pour Moscou, entre la Grèce et la Turquie, à la fois alliées au sein de l'OTAN et ennemies héréditaires.

D'une part, la Turquie est le principal partenaire économique de la Russie dans la région, avec chaque année 10 à 12 milliards de dollars d'échanges, et l'un des plus gros importateurs de gaz naturel russe, avec 10,5 millions de m³ achetés en 1998 (elle cherche d'ailleurs à limiter sa dépendance vis-à-vis de la Russie en se tournant vers le Turkménistan et l'Azerbaïdjan). Qui plus est, Elisabeth Sieca-Kozlowski et Alexandre Toumarkine notent que, "depuis la fin des années 80, la Turquie et la Russie ont développé leurs relations dans un domaine inédit : le commerce des armes."⁷² Ce développement a été officialisé le 20 avril 1994 par la signature d'un "accord de coopération dans les domaines de l'armement et des industries de défense" car, au-delà de l'achat par la Turquie de 19 hélicoptères Mi-17 et de véhicules blindés de transports de troupes BTR-80, la perspective de production en commun d'armements est régulièrement évoquée. Dans ce domaine particulier de coopération, la Russie se verrait bien former un triangle avec la Turquie et Israël⁷³.

⁷⁰ Les États-Unis ont pris en 1999 des sanctions contre trois entreprises russes qui avaient livré des missiles anti-chars à la Syrie. Ils accusent par ailleurs Moscou d'aider les Syriens à produire des armes chimiques. Les Israéliens sont, bien entendu, très sensibles à ces informations en provenance de Washington.

⁷¹ Voir, en particulier, les déclarations du Président israélien lors de sa rencontre avec le président du parlement russe, à Moscou le 25 janvier 2001 (communiqué du service de presse de la Douma, le 26 janvier 2001).

⁷² SIECA-KOZLOWSKI E. et TOUMARKINE A., Géopolitique de la mer Noire, Turquie et pays de l'ex-URSS, Editions Karthala, Paris, 2000, p.179.

⁷³ Le projet d'hélicoptère de combat "Erdogan", version turque du KA-50-2 russo-israélien, lui-même dérivé du Ka-50 "Black Shark" russe en est un exemple.

Pour l'instant, néanmoins, l'intérêt d'Ankara pour les armes russes est avant tout dicté par le refus de la plupart des pays occidentaux, au premier rang desquels l'Allemagne, de livrer à l'armée turque des matériels qu'elle utilisera ensuite dans les combats contre les Kurdes. Par ailleurs, lorsqu'en décembre 1997 les responsables turcs se font présenter par la firme d'exportation d'armement Rosvooruzhenie les technologies russes à la fois de missiles sol-air et de systèmes anti-missiles⁷⁴, c'est avant tout pour obtenir des informations sur le système sol-air S-300 PMU-1 que la Russie entend exporter vers Chypre ou vers la Grèce. Car le moins qu'on puisse dire c'est que les relations russo-turques sont faites de méfiance et d'arrière-pensées.

Que dire en effet des efforts mis en œuvre par Moscou pour conserver sur le territoire géorgien, et contre la volonté des autorités locales, ses unités déployées face à la frontière turque ? Et comment imaginer qu'Ankara puisse accueillir favorablement l'annonce de la création par la Russie, le 26 avril 1995, de la 58^{ème} armée stationnée dans la région militaire du Nord Caucase en violation des dispositions du traité sur les Forces conventionnelles en Europe ? L'ancien Premier ministre turc, Bülent Ecevit, résume le sentiment qui prévaut à Ankara lorsqu'il affirme que "politiquement et militairement, la Russie s'est implantée en Méditerranée orientale et a mené la stratégie d'un siège orthodoxe de la Turquie jusqu'à son terme. De la Serbie à la Grèce, aux Balkans, Caucase et jusqu'à Chypre, la Turquie subit un siège orthodoxe."⁷⁵

Pour sa part, la Russie voit toujours en la Turquie un rival qui s'emploie à étendre son influence dans le Caucase et en Asie centrale.

Les analystes russes résument ainsi la situation : "La puissance de la marine de guerre turque (et ses capacités opérationnelles) dépasse aujourd'hui [en 1998] la puissance de la Flotte de la mer Noire. ...La Turquie est l'un des principaux concurrents et opposants de la Russie sur son flanc sud et y-compris sur son propre territoire, notamment dans le Nord Caucase. Elle manifeste même son intérêt jusqu'en Iakoutie."⁷⁶ La Russie va donc jusqu'à suspecter les Turcs de soutenir la rébellion tchéchène.⁷⁷

Mais le problème qui pèse le plus aujourd'hui sur les relations russo-turques est celui de l'acheminement du pétrole et du gaz naturel en provenance du bassin de la mer Caspienne.

⁷⁴ Cité par Elisabeth SIECA-KOZLOWSKI et Alexandre TOUMARKINE, op. cit., pp. 181-182.

⁷⁵ Turkish Daily News du 29 janvier 1997.

⁷⁶ "Les évolutions du contexte de sécurité de la Russie dans sa périphérie géostratégique", www.nns.ru (en russe), Bibliothèque électronique nationale, Moscou, 1998, 12 pages.

⁷⁷ FREEDMAN Robert, op. cit.

3.3 - Des histoires de tuyaux et de pétrole.⁷⁸

Les enjeux sont tels autour de l'exploitation et de l'acheminement des richesses naturelles de la région que les conflits qui en découlent dépassent largement l'opposition russo-turque. En effet, pour plusieurs pays ces richesses représentent une possibilité d'accroître leur indépendance nationale. C'est bien sûr le cas des pays producteurs, Azerbaïdjan, Kazakhstan et Turkménistan, qui essaient d'en profiter pour s'ouvrir vers des partenaires occidentaux, mais c'est aussi le cas de l'Ukraine et de la Géorgie qui, comme nous l'avons vu pour la Turquie, souhaitent limiter leur dépendance énergétique vis-à-vis de Moscou. Dans ce contexte, la Russie entend maintenir par tous les moyens sa position dominante actuelle.

Le premier des conflits touche au statut même de la Caspienne. Si la Russie et l'Iran sont favorables au maintien des traités soviéto-iraniens de 1921 et 1940 qui font de la Caspienne un lac dont les ressources seraient exploitées en commun par les riverains, les nouveaux Etats indépendants, Azerbaïdjan, Kazakhstan et Turkménistan, défendent l'idée du statut de mer fermée, impliquant la reconnaissance d'une zone économique exclusive sur le plateau continental. Il suffit d'étudier les données sur les ressources estimées en gaz et en pétrole dans la région (voir en annexe 7) pour comprendre les motivations des uns et des autres. Moscou essaye alors de négocier séparément avec chacun des nouveaux Etats.

C'est ainsi que, "le 6 juillet 1998, la Russie et le Kazakhstan signent un accord bilatéral de compromis selon lequel "la surface de la mer est à tous mais les fonds marins seront partagés par secteurs nationaux selon le principe de l'équidistance", l'Azerbaïdjan accueille cet accord avec satisfaction mais il n'en est pas de même de l'Iran et du Turkménistan."⁷⁹ De la même façon, "en marge de la visite officielle de Vladimir Poutine à Bakou, les 9 et 10 janvier 2001, la compagnie pétrolière russe Lukoil a signé avec la compagnie nationale un accord ...qui prévoit que les gisements côtiers de Zikh et Gosvany, au sud de Bakou, seront exploités sur une base paritaire."⁸⁰

Un des objectifs de la Russie dans ces contacts bilatéraux est d'obtenir une part importante pour les sociétés russes dans l'exploitation des gisements, face aux sociétés occidentales. A ce titre, Lukoil est présente dans pratiquement tous les projets.

Un autre objectif russe est de conserver le contrôle des réseaux d'acheminement. L'existant repose en effet sur l'oléoduc "russe" Bakou-Grozny-Tikhoretsk-Novorossiysk mais ce

⁷⁸ Titre emprunté à Stéphane YERASIMOS, dans Hérodote, n° 81, Paris, 1996, p. 106.

⁷⁹ ROMER Jean-Christophe, Géopolitique de la Russie, Economica, Paris, 1998, p. 77.

⁸⁰ Dépêche AFP citée par Le Monde du 12 janvier 2001.

réseau, atteint de vétusté et devant être remis en état et modernisé, doit faire face à trois principaux projets concurrents⁸¹. Le premier projet, en cours d'achèvement, reprend le tracé Bakou-Tbilissi-Soupsa, avec la possibilité d'une variante Bakou-Tbilissi-Batoumi. Il débouche donc sur la mer Noire, en Géorgie. Le deuxième, proposé par la Turquie, prévoit de déboucher sur le port turc de Ceyhan, sur la Méditerranée, en passant par la Géorgie. Ankara annonce que, selon l'échéancier adopté en novembre 2000 à la suite de l'accord-cadre signé en novembre 1999 avec la Géorgie et l'Azerbaïdjan, les travaux de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan doivent commencer au troisième trimestre 2001, pour une mise en service prévue en 2004 avec un débit de 1 million de m³ par jour⁸².

Le troisième grand projet relierait Bakou au Golfe persique en traversant l'Iran. Bien entendu, cette dernière option "iranienne" n'a pas la faveur des Etats-Unis, même s'il semble que cette position puisse évoluer en fonction des intérêts économiques des grandes sociétés américaines intéressées par l'exploitation des ressources de la mer Caspienne. Les autres tracés ont quant à eux le point commun de traverser des zones de conflits armés. Stéphane Yerasimos fait remarquer que "la guerre en Tchétchénie qui commence en décembre 1994, donnant l'espoir à la Russie d'offrir, grâce à une opération militaire rapide, un trajet d'oléoduc sans encombre, aboutit au résultat inverse de celui escompté." Mais il note qu'auparavant, à la suite du conflit arméno-azerbaïdjanais du Karabakh, l'Abkhazie s'enflamme opportunément en septembre 1993, juste après la proposition turque de passer par la Géorgie. Pour lui le résultat de cette instabilité est qu'on en "revient toujours à la solution russe, soit par calcul économique soit par souci de ménager celui qui possède la plus grande capacité de nuire."⁸³

Dans ce domaine, la Turquie sait également exploiter les armes dont elle dispose puisqu'elle n'hésite pas à exercer un chantage sur l'utilisation des Détroits. En effet, sous prétexte d'un légitime souci écologique, Ankara annonce en mai 1994, avec l'accord de la Commission de sécurité de l'Organisation maritime internationale, une série de restrictions au passage des Détroits pour les navires de grande taille ou transportant des matières dangereuses. Ce sont bien sûr les pétroliers qui sont les premiers visés par ces mesures et Moscou, dont les navires représentent environ 25 % du commerce maritime transitant par les Détroits, proteste immédiatement contre ce qu'elle considère comme une remise en cause unilatérale de la convention de Montreux. La réponse turque à cette protestation, à laquelle se sont associés

⁸¹ Voir en annexe 7 une vue générale des oléoducs et gazoducs existants ou en projet.

⁸² " U . S . - T u r k i s h C o o p e r a t i o n i n t h e N I S . C a s p i a n E n e r g y P o l i c y . " , www.turkey.org/politics/pipeline.htm.

⁸³ YERASIMOS Stéphane, op. cit., pp. 115-123.

Dubaï, la Grèce et Chypre, est alors double : le Président Demirel, en visite officielle à Samarkand, déclare le 8 mai 1995 que "la partie qui tente d'augmenter excessivement la charge sur les Détroits verra ses pétroliers s'entasser à l'entrée de ces Détroits"⁸⁴ et le Ministère turc des affaires étrangères affirme, par la voix d'un porte-parole, que "la Turquie n'a aucune intention de réviser la Convention de Montreux."⁸⁵

Face à cette limitation du transit des pétroliers dans les Détroits, qui pourrait remettre en cause la validité de l'oléoduc débouchant à Novorossiysk, la Russie et la Grèce proposent alors l'idée que ces pétroliers effectuent le trajet de Novorossiysk jusqu'à Bourgas, en Bulgarie, le pétrole étant ensuite acheminé par un oléoduc de Bourgas à Alexandroupolis, en Grèce, contournant les Détroits.

3.4 - Avec la Grèce, des intérêts communs et des divergences dans les Balkans.

Pavel Kandel remarque que, dans ce conflit touchant au transit du pétrole, la Russie se retrouve aux côtés de la Bulgarie et de la Grèce, deux adversaires traditionnels de la Turquie. Il note que sur plusieurs autres dossiers la Grèce peut être considérée par la Russie comme un pays clef dans la région des Balkans⁸⁶. L'intérêt commun de Moscou et d'Athènes est de ne pas permettre à la Turquie de jouer un rôle dominant dans la région. La Grèce dont, selon Sergeï Tsekhmistrenko, "les relations avec la Turquie, l'Albanie et la Macédoine sont tendues, se trouve en quelque sorte à l'intérieur d'une ceinture musulmane et ...s'inquiète sérieusement de la création d'un axe anti-grec Ankara-Skopje-Sarajevo."⁸⁷

Le rapprochement entre Athènes et Moscou se traduit en juillet 1994 par la signature entre les deux ministres de la défense d'un accord de coopération militaire puis, en octobre 1995, d'un accord de coopération dans le domaine de l'armement qui débouchera sur la livraison à la Grèce, en août 1999, de 21 systèmes automoteurs de missiles sol-air "Tor"⁸⁸. Dans ce domaine, on pourrait ajouter le projet de vente par Rosvooruzhenie d'un système de missiles sol-air à grande portée S-300 PMU-1⁸⁹ à Chypre, projet par lequel, selon Pierre Blanc, "la Russie semble retrouver son rôle d'épouvantail en Méditerranée orientale"⁹⁰ et qui aboutira,

⁸⁴ KANLI Yusuf, "President Demirel Says Straits Cannot be Used for Increased Transportation of Caspian Oil", Turkish Daily News du 10 mai 1995. www.turkey.org.news.

⁸⁵ Cité par John DALY, op. cit., p. 13.

⁸⁶ KANDEL Pavel, op. cit., p. 9.

⁸⁷ TSEKHMISTRENKO Sergeï, "Russie - Grèce : définition de nouveaux modèles de relations" (en russe), www.pubs.carnegie.ru, Moscou, 1996,

⁸⁸ SA-15 "Gauntlet" selon l'appellation OTAN.

⁸⁹ SA-10 selon l'appellation OTAN.

⁹⁰ BLANC Pierre, "Chypre : une île à hauts risques", Hérodote, n° 90, La découverte, Paris, 1998, p. 115.

début 1999, à un accord entre Chypre et la Grèce pour que ce système soit déployé en Crète. Il faut tout de même noter que la Turquie avait menacé de s'opposer par la force à la livraison de ces missiles à Chypre.

Par ailleurs, même si, outre ces ventes d'armes, la Russie livre du gaz naturel à la Grèce, et même si plusieurs milliers de sociétés off shore russes sont installées à Chypre, ce ne sont pas les intérêts économiques qui guident les relations entre les deux pays puisque les échanges entre Moscou et Athènes représentent à peine le dixième des échanges russo-turcs. En fait, ce sont les intérêts stratégiques des deux pays qui convergent lorsque la Grèce se montre plutôt opposée au processus d'élargissement de l'OTAN vers l'Est et qu'elle demande à ses alliés de prendre en compte les intérêts russes. Ainsi, les observateurs russes ne sont pas loin d'adhérer à la théorie de "l'union slavo-orthodoxe" émise par Huntington. Ils constatent, comme Pavel Kandel, que, dans les conflits qui agitent l'ex-Yougoslavie, chaque grande puissance a ses "protégés". Selon ce dernier, en Bosnie "l'Union européenne protège la partie croate, les Etats-Unis prennent fait et cause pour les Musulmans bosniaques et il ne reste plus à la Russie d'autre rôle que celui de parrain de la partie serbe."⁹¹ Dans ce contexte, Moscou constate que la Grèce ne reprend pas à son compte la politique des Etats-Unis et de leurs alliés occidentaux et qu'elle suit sa propre ligne de conduite, proche de celle de la Russie.

De la même façon, alors que la Grèce, comme nous l'avons vu, pourrait se sentir enfermée "à l'intérieur d'une ceinture musulmane", Moscou se présente dans les Balkans, comme dans le Caucase ou en Asie centrale, comme le dernier rempart de la Chrétienté contre l'Islam, ce qui peut contribuer à rapprocher encore les deux pays.

Pourtant, Sergeï Tsekhmistrenko montre que ce rapprochement Russie-Grèce est conjoncturel et qu'il a ses limites. Il constate que les siècles passés ont vu Athènes défendre les intérêts de Paris ou de Londres, plutôt que ceux de Moscou, et que, dans son soutien au combat des peuples slaves pour se libérer du joug ottoman, la Russie a largement méprisé les intérêts grecs⁹². Il note enfin que le dernier gros accroc dans les relations entre les deux pays est récent puisqu'il date de 1992, lorsque Moscou, à la surprise générale, s'empresse de reconnaître la Macédoine indépendante alors même qu'Athènes mène auprès des instances internationales un combat retardateur autour de l'appellation de ce nouvel Etat contre lequel elle instaure un véritable blocus économique

⁹¹ KANDEL Pavel, op. cit., p. 2.

⁹² TSEKHMISTRENKO Sergeï, op. cit., p. 2.

CONCLUSION

Face à ces changements plus ou moins marqués dans la politique étrangère russe vis-à-vis d'Israël, de la Turquie, de la Grèce ou des Balkans, il demeure sans conteste un héritage certain des "investissements soviétiques" dans la région de la "Grande Méditerranée". Tout d'abord, la maintenance ou la modernisation des quantités d'armements livrées à de nombreux pays permettent de conserver avec ceux-ci des liens étroits. C'est notamment le cas de l'Algérie ou de la Libye, sans parler de la Syrie qui, elle, demeure un partenaire de premier plan, à tel point que les Etats-Unis ont décidé en avril 1999 de prendre des sanctions contre 3 firmes russes qui venaient de livrer des missiles anti-chars modernes aux Syriens, et que les mêmes Américains accusent la Russie d'aider la Syrie à fabriquer des armes chimiques. Un aspect important de cet "héritage" réside d'une part dans le maintien de conseillers et techniciens, même en nombre réduit, et d'autre part dans les contacts conservés avec les élites formées en Union soviétique.⁹³ A ce sujet, Richard Staar estime d'une part que « la plupart des quelque 30 000 étudiants originaires du Moyen-Orient formés dans l'ex-URSS jusqu'en 1986 occupent maintenant des positions importantes dans leurs pays, ce qui se traduit par une influence russe » et, d'autre part, que ... « les techniciens et scientifiques russes, qui ont généralement déjà eu une expérience dans ces pays durant la période soviétique, jouent un rôle important dans la diplomatie russe. »⁹⁴

Bien sûr, s'il est un domaine dans lequel la politique étrangère russe se distingue de la politique soviétique, en tous cas au niveau du discours, c'est celui des valeurs défendues. Si durant la période soviétique la diplomatie du Kremlin insistait finalement moins sur les idées communistes que sur les sentiments anti-impérialistes, la Russie post-soviétique revient à la nécessité d'une protection de la Chrétienté et des intérêts slaves et orthodoxes.

En tous cas, nous l'avons vu, la politique de la Russie en Méditerranée est liée, tout comme l'était autrefois celle de l'Union soviétique, à la protection et à la promotion de ses intérêts stratégiques et de ses intérêts de puissance dans la région. Cette politique, fondée avant tout

⁹³ Dans *Le dernier rempart*, Editions Publisud, Nice, 1998, Jean-François DAGUZAN note que, malgré l'absence de tout accord de défense avec les deux pays concernés, l'URSS accueillait 8000 étudiants libyens alors que la Libye comptait jusqu'à 2500 conseillers soviétiques, et elle formait 3500 officiers algériens alors que les conseillers soviétiques étaient au nombre de 3000 dans les années 70 en Algérie, nombre qui passait à 500 pour les conseillers russes en 1993.

⁹⁴ STAAR Richard, "Russia and the Islamic Middle East", *Mediterranean Quarterly*, Vol. 8 n° 2, Durham, 1997, pp. 174-175.

sur la recherche de points d'appui, les Russes, comme les Soviétiques auparavant, la considèrent comme défensive, face aux menaces multiples auxquelles ils doivent faire face. En fait, il semble bien que souvent cette politique puisse être qualifiée non pas de défensive mais de réactive, et que c'est le manque d'anticipation qui a pu conduire à des actions mal préparées, désordonnées et donc mal adaptées. D'ailleurs, Pavel Kandel, qui, depuis Moscou, tourne son regard vers l'extérieur, décrit ainsi l'attitude russe dans les Balkans : "La position russe face à la crise yougoslave, tout comme l'ensemble de la politique étrangère russe, a subi une évolution complexe et zigzagante."⁹⁵

Pour les observateurs occidentaux, les actions russes, loin d'être défensives, sont souvent considérées comme non-amicales, voire agressives. Nombre d'entre eux accusent la Russie, comme l'Union soviétique autrefois, d'instrumentaliser des conflits, y-compris sur son propre sol, pour maintenir un état de tension permanent qui serait plus favorable à ses intérêts. Il est vrai, par exemple, que Moscou a du mal à ne pas apparaître comme acteur majeur dans les multiples conflits qui agitent le Caucase, une région à laquelle l'exploitation des richesses pétrolières de la Caspienne confère une valeur particulière.

Les Russes eux-mêmes admettent que la Russie puisse se faire menaçante. Pavel Kandel estime que "face à l'élargissement de l'OTAN à l'Est contre la volonté de la Russie et face aux tentatives de l'OTAN de s'imposer dans les Balkans ou d'ignorer les intérêts russes dans le Caucase et en Asie centrale, la force de la Russie affaiblie réside dans la faiblesse encore plus grande de ses voisins. Si la Russie estimait avoir perdu définitivement la région méridionale de l'espace post-soviétique, alors l'activation et l'utilisation du potentiel d'instabilité existant deviendrait pour elle un mode d'action naturel. Un "grand jeu" de ce type serait extrêmement risqué pour la Russie, mais aussi clairement contraire aux intérêts de l'Union européenne et des Etats-Unis." Et plus globalement, "si la stratégie [occidentale] revêtait un caractère anti-russe, alors la réaction de la Russie serait indépendante de sa situation politique intérieure, elle serait prévisible, tout simplement sans alternative."⁹⁶

⁹⁵ KANDEL Pavel, op. cit., p. 1.

⁹⁶ KANDEL Pavel, op. cit., pp. 11-12.

ANNEXE 1

Immigration from Former Soviet Union (F.S.U) by Year of Immigration

Data is right for the end of December 2000

National figures

	January - December			In Relation to Previous Year	1989 to Date
	1998	1999	2000		
F.S.U Immigrants	46,135	67,075	50,894	-24.1%	886,292
Total Immigrants	58,495	78,384	61,330	-21.8%	1,053,202
% F.S.U Immigrants	78.9%	85.6%	83.0%		84.2%

Immigration from Former Soviet Union (F.S.U) by Republic

Data is right for the end of December 2000

National figures

Republic	January - December			In Relation to Previous Year	1989 to Date	
	1998	1999	2000		Total	Percentage
Russia	14,709	31,254	18,511	-40.8%	292,439	33.0%
Ukraine	20,141	23,371	20,233	-13.4%	285,803	32.2%
Belarus	2,270	2,731	2,568	-6.0%	68,455	7.7%
Moldova	1,189	1,364	1,787	31.0%	47,325	5.3%
Baltic Republics	691	588	793	34.9%	20,674	2.3%
Georgia	927	1,055	858	-18.7%	20,806	2.3%
Central Asian Republics	4,953	5,322	4,764	-10.5%	110,946	12.5%
Azerbaijan	1,126	1,246	852	-31.6%	32,941	3.7%
Other	129	144	144	266.7%	6,903	0.8%
Total F.S.U Immigrants	46,135	67,075	50,894	-24.1%	886,292	100%

Source : www.moia.gov.il, site officiel du gouvernement israélien ("Ministry of Immigrant Absorption" et "Central Bureau of Statistics").

ANNEXE 2

**SUBJECTIVE INDICES OF SATISFACTION FROM THE
FOLLOW-UP STUDY OF IMMIGRANTS FROM THE F.S.U.
AFTER 3.5 YEARS IN ISRAEL
(PERCENTAGES)**

Time of immigration and years in Israel	Immigrants of 7/90 after 3.5 years	Immigrants of 9/91 after 3.5 years	Immigrants of 1-3/95		
			After 3.5 years	After 2 years	After half a year
Satisfaction Indices (Definitely or Fairly satisfied)					
Dwelling	65%	68%	69%	64%	55%
Employment	66%	52%	58%	45%	36%
Social life	69%	65%	60%	59%	47%
Cultural life	30%	40%	42%	33%	29%
General Satisfaction	41%	38%	35%	32%	32%
Feeling of Belonging to Israeli society					
Feel at home in Israel	70%	70%	71%	73%	59%
Would again decide to immigrate	78%	83%	88%	91%	90%
Certainty to stay	86%	86%	90%	90%	90%

Source: Follow-up study on the Absorption of F.S.U. Immigrants in the Direct Absorption Track, Planning and Research Department Ministry of Immigrant Absorption.
www.moia.gov.il, site officiel du gouvernement israélien ("Ministry of Immigrant Absorption" et "Central Bureau of Statistics").

ANNEXE 3

Immigration from Former Soviet Union (F.S.U)
by Selected Occupations

Data is right for the end of December 2000

National figures

Occupation	January - December			1989 to Date
	1998	1999	2000	
Engineers	8.9%	10.8%	11.0%	11.0%
Physicians & Dentists	1.8%	2.6%	2.5%	2.3%
Musicians, Artists & Writers	1.6%	1.7%	1.7%	2.2%
Nurses & Para-Medicals	2.4%	2.9%	2.8%	2.6%
Teachers	5.2%	6.5%	6.7%	4.9%
Total	46,135	67,075	50,894	886,292

The Absorption of F.S.U. scientific and other professionals
after 3.5 years in Israel

	Immigrants from July, 1990	Immigrants from September 1991	Immigrants from January- March 1995
Situation in F.S.U.			
Total interviewees	100%	100%	100%
Those who belonged to the workforce in F.U.S.	89%	90%	79%
Academics, scientists and other professionals who belonged to the workforce in the F.S.U.	65%	70%	60%
Absorption in Professions in Israel			
Academics, scientists and other professionals in the F.S.U.	100%	100%	100%
Those who work in their profession or another academic field or other profession after 3.5 years in Israel	28%	26%	27%

Source: Follow-up study on the Absorption of F.S.U. Immigrants in the Direct Absorption Track, Planning and Research Department Ministry of Immigrant Absorption.
www.moia.gov.il, site officiel du gouvernement israélien ("Ministry of Immigrant Absorption" et "Central Bureau of Statistics").

ANNEXE 4

KNOWLEDGE OF HEBREW
AMONG IMMIGRANTS FROM THE F.S.U.
AFTER 3.5 YEARS IN ISRAEL
(PERCENTAGES)

Time of immigration and years in Israel	Immigrants of 7/90 after 3.5 years	Immigrants of 9/91 after 3.5 years	Immigrants of 1-3/95		
			After 3.5 years	After 2 years	After half a year
Ability to *					
Hold a Simple conversation in Hebrew	63%	49%	41%	33%	27%
Read a simple letter	53%	39%	30%	23%	20%
Write a simple letter	59%	32%	20%	20%	25%
Use of language					
Hebrew only or mostly	13%	7%	6%	2%	3%
Hebrew and Russian equally	39%	29%	30%	28%	17%
Mostly Russian	28%	34%	28%	33%	40%
Only Russian	20%	30%	36%	37%	40%
Total	100%	100%	100%	100%	100%

* Freely or with only a little difficulty.

Source: Follow-up study on the Absorption of F.S.U. Immigrants in the Direct Absorption Track, Planning and Research Department Ministry of Immigrant Absorption.
www.moia.gov.il, site officiel du gouvernement israélien ("Ministry of Immigrant Absorption" et "Central Bureau of Statistics").

ANNEXE 5

Immigration
from Former Soviet Union (F.S.U)
by Age Group

Data is right for the end of December 2000

National figures

Age Group	January - December			1989 to Date
	1998	1999	2000	
0-17	22.0%	22.4%	21.4%	23.1%
18-32	28.9%	28.3%	29.1%	24.4%
33-44	15.9%	16.3%	16.3%	18.0%
45-64	22.3%	22.4%	23.0%	20.9%
65+	10.9%	10.6%	10.2%	13.6%
Total Percentage	100%	100%	100%	100%
Total	46,135	67,075	50,894	886,292

Source : www.moia.gov.il, site officiel du gouvernement israélien ("Ministry of Immigrant Absorption" et "Central Bureau of Statistics").

ANNEXE 6

ESTIMATED JEWISH POPULATION IN F.S.U.
ELIGIBLE FOR IMMIGRATION
UNDER THE LAW OF RETURN –
1998 (IN THOUSANDS)

	TOTAL IN F.S.U.	RUSSIAN REPUBLIC	THE OTHER REPUBLICS
JEWISH POPULATION ACCORDING TO 1989 SOVIET CENSUS	1,480	570	910
ESTIMATED JEWISH POPULATION 1998*	540	540	215
CHANGE IN PERCENTAGE	-64%	-43%	-76%
ESTIMATED POPULATION ELIGIBLE UNDER THE LAW OF RETURN 1989	2,368	912	1,456
IMMIGRANTS TO ISRAEL 1989-1998	768	230	543
EMMIGRATION TO OTHER COUNTRIES 1989-1998	470	-	-
NEGATIVE NATURAL GROWTH RATE**	84	-	-
ESTIMATED POPULATION ELIGIBLE UNDER THE LAW OF RETURN - 1998	1,046	627	419

SOURCE: REPORTS OF THE INSTITUTE OF CONTEMPORARY JUDAISM, HEBREW UNIVERSITY AND THE LIASON BUREAU
www.moia.gov.il, site officiel du gouvernement israélien ("Ministry of Immigrant Absorption" et "Central Bureau of Statistics").

* PEOPLE WHO IDENTIFIED THEMSELVES OR THEIR CHILDREN AS JEWS IN CENSUS REPORTS.
** BIRTHS AND THOSE PEOPLE MARRIED TO SOMEONE ELIGIBLE UNDER THE LAW OF RETURN PLUS NEW SPOUSE OF SOMEONE ELIGIBLE UNDER LAW OF RETURN LESS DEATHS

ANNEXE 7

Estimates of Recoverable Oil and Gas Resources in the Caspian Region

	Proven Oil (Billion Barrels)	Possible Oil (Billion Barrels)	Total	Proven Gas (Trillion Cubic Meters)	Possible Gas (Trillion Cubic Meters)
Azerbaijan	3.6	27.0	31.0	0.3	1.0
Kazakhstan	10.0	85.0	95.0	1.5	2.5
Turkmenistan	1.5	32.0	33.5	4.4	4.5
Uzbekistan	0.2	1.0	1.2	2.1	1.0
Russia	0.2	5.0	5.0	NA	NA
Iran	NA	12.0	12.0	0	0.3
Total	15.6	163.0	178.0	8.3	9.3

Note: Totals may not add up due to rounding.

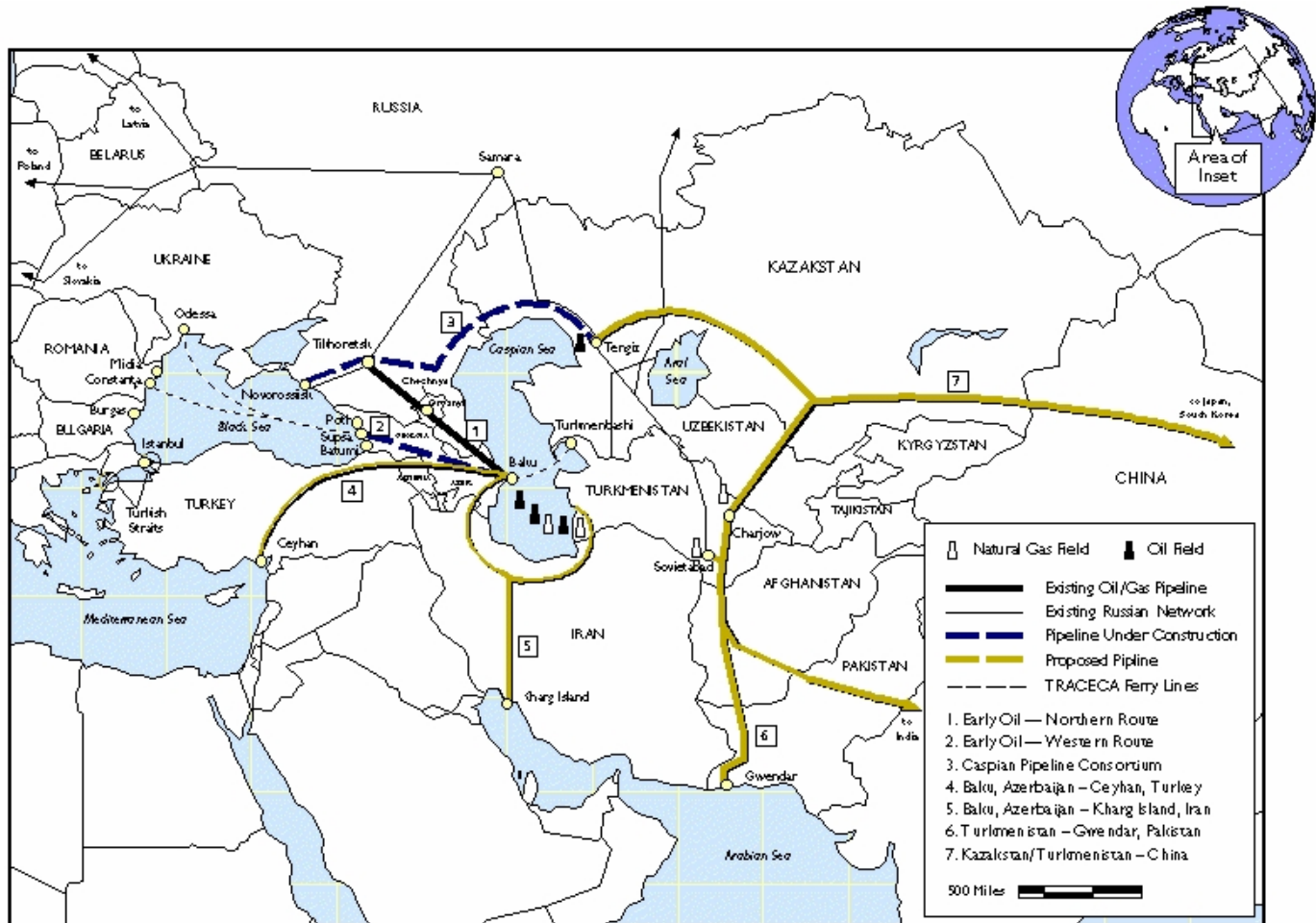
Source: U.S. Department of State, *Caspian Region Energy Development Report (As Required by HR 3610)*, undated report attached to letter from Barbara Larkin, Assistant Secretary for Legislative Affairs, to Senator Robert Byrd, April 15, 1997, p. 3.

Current and Future Pipelines in the Greater Caspian Region

Name	Type	Route	Capacity (Barrels/Day)	Length	Status
AIOC* Early oil (South-North)	Oil	Baku-Novorossiisk via Groznyi	120,000+	1000 mi.	Russian side inoperative
AIOC Early oil (East-West)	Oil	Baku-Supsa via Tbilisi	120,000+	550 mi.	Under construction
AIOC Main export pipeline (MEP)	Oil	Undecided; preferable via Turkey	1,000,000	2,000+ mi.	Decision pending
Caspian Pipeline Consortium (CPC)	Oil	Kazakhstan/Tengiz- Novorossiisk	1,340,000	1,500 mi.	Contracts signed
Turkmenistan- Afghanistan- Pakistan pipelines	Gas	Dauletabad gas field to central Pakistan	2 billion cubic feet/day	872 mi.	The civil war in Afghanistan is stalling construction
	Oil	Chardzhou, Turkmenistan to Gwadar, Pakistan	1,000,000	800+ mi.	
Kazakhstan-China	Oil	Western Kazakhstan to China	TBA	Approx. 3,700 mi.	Feasibility study pending
Turkmenistan-China	Oil	Chardzhou to China	TBA	Approx. 3,700 mi.	Feasibility study pending
Central Asia- Turkey	Gas	Kazakhstan, Turkmenistan, Azerbaijan	TBA	Approx. 1,300 mi.	Pending decision on the status of the Caspian Sea
Iran-Turkey	Gas	Northern Iran to eastern Turkey	10 bcm/yr.** over 23 years	600 mi.	Contract signed; financing unclear

Notes: *AIOC = Azerbaijan International Operating Company, **bcm/yr. = Billions of cubic meters per year.

Source: U.S. Department of State, *Caspian Region Energy Development Report (As Required by HR 3610)*, undated report attached to letter from Barbara Larkin, Assistant Secretary for Legislative Affairs, to Senator Robert Byrd, April 15, 1997, p. 3.



Oil and Natural Gas Export Infrastructure in Central Asia and the Caucasus

Sources: U.S. Department of State.

Oil routes

<http://www.monde-diplomatique.fr/en/maps/oilmdv1998>

by Philippe Rekacewicz

June 1998



BIBLIOGRAPHIE

1 - OUVRAGES :

- BOYER Y. et FACON I. (sous la direction de), La politique de sécurité de la Russie :
Entre continuité et rupture, Ellipses Edition Marketing, Paris, 2000.
- CARRERE D'ENCAUSSE Hélène, La politique soviétique au Moyen-Orient, 1955-1975,
Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1975.
- DAGUZAN Jean-François, Le dernier rempart, Editions Publisud, Nice, 1998.
- HENRY J.-R. ET GROG G. (sous la direction de), Politiques méditerranéennes entre
logiques étatiques et espace civil, Editions Karthala, Paris - IREMAM, Aix-en-
Provence, 2000.
- KAMINSKY C. et KRUK S., La stratégie soviétique au Moyen-Orient, Presses
Universitaires de France, Paris, 1988.
- KOVALSKY Nicolai A. (sous la direction de), Europe, The Mediterranean, Russia :
Perception of Strategies, Coucil for the Mediterranean and the Black Sea
Studies, Moscou, 1998.
- LAÏDI Zaki (sous la direction de), L'URSS vue du Tiers-Monde, Editions Karthala,
Paris, 1984.
- NIGOUL C. et TORRELLI M., Menaces en Méditerranée, Fondation pour les Etudes de
Défense Nationale, Paris, 1987.
- POUVREAU Ana, Les Russes et la sécurité européenne, L'Harmattan, Paris, 1998.
- ROMER Jean-Christophe, Géopolitique de la Russie, Economica, Paris, 1999.
- SALOMON Michel, Méditerranée rouge, un nouvel empire soviétique ?, Robert Laffont,
Paris, 1970.
- SIECA-KOZLOWSKI E. et TOUMARKINE A., Géopolitique de la mer Noire, Turquie et
pays de l'ex-URSS, Editions Karthala, Paris, 2000.
- ZORGBIBE Charles, La Méditerranée sans les Grands ?, Presses Universitaires de
France, Paris, 1997.

2 - ARTICLES :

- ALEXIS II, « Appel du Patriarche Alexis II de Moscou et de toutes les Russies en liaison avec l'action militaire contre la Yougoslavie », Communiqué du service de presse du Patriarcat de Moscou du 25 mars 1999.
- BAKLANOV A " Russia : NATO-Mediterranean Dialog ", International Affairs, Vol.46 n°2, East View Publications, Minneapolis, 2000.
- BALTA Paul " La politique traditionnelle de l'Union soviétique au Sud de la Méditerranée ", Observatoire Stratégique Méditerranéen, cahiers n°4, L'Europe en formation, Nice, 1989.
- BERTHOMIERE William, « L'immigration des Juifs d'ex-URSS : un nouveau défi pour Israël ? », Revue Européenne des Migrations Internationales, Vol.11 n°3, Poitiers, 1995. Pp 19-45.
- BILLINGTON Mike, « Russia sending missiles to Cyprus », United Press International du 27 août 1998.
- BLANC Pierre, « Chypre : une île à hauts risques », Hérodote, n°90, La Découverte, Paris, 1998.
- CUCO Alfonso (sous la direction de), " The eastern Mediterranean Report ", Rapport n°1465 de l'assemblée de l'UEO, Bruxelles, 1995.
- DEMETRIOU Madeleine, " On the Long Road to Europe and The Short Path to War : Issue-Linkage Politics and the Arms Build-up on Cyprus ", Mediterranean Politics, Vol.3 n°3, Centre for European Studies Research, Londres, 98.
- DUMOULIN André, « Le contentieux russo-ukrainien de la flotte de la mer noire », Relations internationales et stratégiques, IRIS, Paris, 1994.
- EVANS Michael, « Russians Help Syria To Make Chemical Arms », London Times du 25 janvier 1999.
- FREEDMAN Robert, " Russia and the Middle East : the Primakov Era ", The Middle East Review of International Affairs, Vol. 2 n°2, Tel-Aviv, mai 1998.
- GAZZANO Contre-Amiral, " Stratégie navale de la France dans le théâtre méditerranéen face à la perestroïka", Observatoire Stratégique Méditerranéen, cahiers n°4, L'Europe en formation, Nice, 1989.
- GINAT Rami, " The Soviet Union and the Syrian Ba'th Regime : From Hesitation to Rapprochement ", Middle Eastern Studies, Vol.36 n°2, Londres, 2000.

- GJIDARA Marc, " L'Union soviétique et les tensions balkano-adriatiques en Yougoslavie ", Observatoire Stratégique Méditerranéen, cahiers n°4, L'Europe en formation, Nice, 1989.
- GORDON Michael R., « Russian jews turning edgy as the country's chas creates an ugly mood », New York Times du 09 mars 1999.
- HESS Pamela, « NATO wary of Russian arms to Belgrade », United Press International Washington du 26 mars 1999.
- HOROWITZ T., " Value-oriented parameters in migration policies in the 1990s : the israeli experience ", International Migration, Vol. 34 n° 4, 1996.
- ISNARD Jacques, " La marine russe réapparaît en force en Méditerranée ", Le Monde du 03 mars 2000.
- KALICKY Jan, " U.S. Policy in the Caspian : Pipelines, Partnership, Prosperity ", Middle East Policy, Vol.6 n°2, Middle East Policy Council, Washington, 1998.
- KOVALSKY Nicolai A., « Russia and Mediterranean Security », Mediterranean Quarterly, Vol.8 n°2, Durham, 1997.
- KOVALSKY Nicolai A., " Russia and the Black Sea Region ", International Affairs, n°10, East View Publications, Minneapolis, 1994.
- KOZYULIN Vadim, « Russia and Syria : Military-Technical Bargaining », Yaderny Kontrol Digest, Vol.5 n°3, PIR Center, Moscou, 2000.
- KUNIHOLM Bruce, " The Geopolitics of the Caspian Basin ", The Middle East Journal, Vol.54 n°4, The Middle East Institute, Washington, 2000.
- LAMBROSCHINI Ch. et DE SAINT-EXUPERY P., « Vladimir Poutine : contre les adversaires de la réforme, le gourdin s'il le faut », Le Figaro du 26 octobre 2000.
- LANNIN Patrick, « New Russian arms firms aims to boost export chances », Reuters Moscou du 08 novembre 2000 ;
- MANDEVILLE Laure, « La stratégie soviétique en méditerranée occidentale : globalisme et bilatéralisme », Observatoire Stratégique Méditerranéen, cahiers n°3, L'Europe en formation, Nice, 1988.
- MANDEVILLE Laure, " Eléments pour une caractérisation de la stratégie soviétique en Méditerranée ", Observatoire Stratégique Méditerranéen, cahiers n°4, L'Europe en formation, Nice, 1989.
- MANOR Yohanan, " Perestroïka en Méditerranée ", Observatoire Stratégique Méditerranéen, cahiers n°4, L'Europe en formation, Nice, 1989.

- NANAY Julia, " The U.S. in the Caspian : The Divergence of Political and Commercial Interests ", Middle East Policy, Vol.6 n°2, Middle East Policy Council, Washington, 1998.
- NIGOUL C. et TORRELLI M., " Méditerranée : l'embellie ? ", Observatoire Stratégique Méditerranéen, cahiers n°4, L'Europe en formation, Nice, 1989.
- PAPARELA Yvo " La fin de l'insoutenable légèreté de gouverner : cas de l'économie de la fédération des slaves du Sud ", Observatoire Stratégique Méditerranéen, cahiers n°4, L'Europe en formation, Nice, 1989.
- NIMETZ Matthews, « Mediterranean Security after the Cold War », », Mediterranean Quarterly, Vol.8 n°2, Durham, 1997.
- SAFIR Nadji, " Réflexions sur l'évolution du contexte stratégique en Méditerranée, en liaison avec le cours nouveau de la politique soviétique ", Observatoire Stratégique Méditerranéen, cahiers n°4, L'Europe en formation, Nice, 1989.
- SEHIMI Mustapha, " Le Maghreb face à la perestroïka ", Observatoire Stratégique Méditerranéen, cahiers n°4, L'Europe en formation, Nice, 1989.
- STAAR Richard F., « Russia and the Islamic Middle East », Mediterranean Quarterly, Vol.8 n°2, Durham, 1997.
- STAAR Richard F., « Russia Reenters World Politics » », Mediterranean Quarterly, Vol.11 n°4, Durham, 2000.
- STARR F., STAUFFER T. et NANAY J., " Symposium - Caspian Oil : Pipelines and Politics ", Middle East Policy, Vol.5 n°4, Middle East Policy Council, Washington, 1998.
- STEVENS Paul, " Pipelines or Pipe Dreams ? Lessons from the History of Arab Transit Pipelines ", The Middle East Journal, Vol.54 n°2, The Middle East Institute, Washington, 2000.
- DE TINGUY Anne, « Les Russes d'Israël, une minorité très influente », Les études du CERJ, n°48, Paris, 1998.
- TAYLOR Paul, « Cyprus delays missile deployment again », Reuters Londres du 02 octobre 1998.
- WEST R. et NANAY J., " Caspian sea Infrastructure Projects ", Middle East Policy, Vol.7 n°3, Middle East Policy Council, Washington, 2000.
- WILLIAMS Selina, « Azeri leader frees Russian cargo plane but not MiGs », Reuters Bakou du 30 mars 1999.

YERASIMOS Stéphane, « Des histoires de tuyaux et de pétrole », Hérodote, n°81, Paris, 1996.

ZAKHAROV Igor, « Military Ship Market Today and at the Beginning of the 21st Century », Military Parade 2000, Moscou, 2000.

« Perestroïka en Méditerranée », actes du Colloque International organisé à Nice et Toulon, du 24 au 28 avril 1989, Observatoire Stratégique Méditerranéen, cahiers n°4, L'Europe en formation, Nice, 1988.

" Les rivalités autour du pétrole de la mer Caspienne : une menace pour la sécurité européenne ? ", Rapport 51-ème session, Phase 2 comité 4, IHEDN, Paris, 1999.

" Kontsepsiya natsionalnoy bezopasnosti ", Krasnaya Zvezda du 20 janvier 2000.

" Voennaya Doktrina Rossiyskoy Federatsii ", Krasnaya Zvezda du 12 mai 2000.

3 - DEPECHEs D'AGENCES :

- " Un navire de reconnaissance russe envoyé en Méditerranée ", AFP Moscou du 16 février 2000.
- " La marine militaire russe va reprendre ses exercices en Méditerranée ", AFP Moscou du 1-er mars 2000.
- " La Russie va déployer un groupe aéronaval puissant en Méditerranée ", AFP Moscou du 28 juillet 2000.
- " Euromed : la Russie regrette d'être exclue des travaux sur la charte ", AFP Moscou du 21 novembre 2000.
- « Russia completes delivery of anti-aircraft missiles to Greece », Associated Press Moscou du 29 août 1999.
- « Russia Reduces Helicopter Prices for Turkey », Interfax Istanbul, 25 octobre 2000.
- « Russia ready to help Turkey set up helicopter industry », Itar-Tass Ankara du 30 novembre 1999.
- « Russia supplies Greece with air-defense systems », Radio Free Europe du 29 août 2000.
- « Cyprus was wrong to buy Russian missiles », Reuters Athènes du 29 janvier 1999.
- « Cyprus says missiles on Crete will be operational », Reuters Nicosie du 05 février 1999.
- « Cyprus signs anti-aircraft missiles over to Greece », Reuters Athènes du 09 février 1999.
- « Russia sees no problem with Cyprus missiles deal », Reuters Moscou du 14 février 1999.
- « Russian arms could help Yugoslavia if embargo ends », Reuters Moscou du 30 mars 1999.
- « Immigration to Israel from Russia rises sharply », Reuters Moscou du 08 janvier 2000.
- « Russian arms exporter increasing sales », Reuters Moscou du 06 novembre 2000.
- « US sanctions Russia firms over Syria weapons deals », Rtf Washington du 02 avril 1999.
- « Sur la coopération russo-israélienne », TTU Europe, n°322, du 31 mai 2000.

4 - INTERNET :

DALY John, " Oil, Guns and Empire : Russia, Turkey, Caspian "New Oil" and the Montreux Convention ", <http://ourworld.compuserve.com>, 16 pages.

KANDEL Pavel, " Les intérêts de la Russie dans les Balkans : intérêts permanents et intérêts immédiats " (en russe), www.pubs.carnegie.ru, 13 pages.

KOVALSKY Nicolai A., « Security Considerations in the Mediterranean and the Middle East : a Russian Perspective », www.isn.ruh.ru, Conseil pour les études méditerranéennes et de la mer Noire, Institut de l'Europe, Académie des sciences, Moscou, 14 pages.

TSEKHMISTRENKO Sergei, "Russie - Grèce : définition de nouveaux modèles de relations " (en russe), www.pubs.carnegie.ru, 9 pages.

« La conception de la politique extérieure de la fédération de Russie », www.mid.ru, site officiel du Ministère russe des affaires étrangères, 13 pages.

" Turkish - Russian relations ", www.turkey.org, site officiel du gouvernement turc, 3 pages.

" Russian Military Analysis / Defense and Security ", www.wps.ru, WPS Media Monitoring Agency, Moscou, 5 pages.

" Les évolutions du contexte de sécurité de la Russie dans sa périphérie géostratégique" (en russe), www.nns.ru, Bibliothèque électronique nationale, Moscou, 12 pages.

www.moia.gov.il, site officiel du gouvernement israélien ("Ministry of Immigrant Absorption" et "central bureau of statistics").

La Russie et la Méditerranée

Héritage soviétique et orientations nouvelles

Table des matières

	Page
Introduction	4
Première partie : Quels enjeux stratégiques et quelles menaces pour la Russie en Méditerranée ?	6
1.1 – La perception russe de la Méditerranée	6
1.2 – Intérêts stratégiques et intérêts de puissance de la Russie	8
1.3 – Analyse des menaces	10
Deuxième partie : La politique soviétique en Méditerranée.	12
2.1 – Les objectifs et les instruments de la politique soviétique	12
2.2 – La politique soviétique jusqu'en 1955	13
2.3 – Le tournant de 1955	15
2.4 – Les dividendes de la guerre israélo-arabe de 1967	17
2.5 – La perte de l'Égypte et la guerre d'octobre 1973	19
2.6 – La recherche d'une diversification des partenaires	21
2.7 – L'ère Gorbatchev : une réorientation en douceur	24
Troisième partie : Les nouvelles orientations de la politique russe.	27
3.1 – Israël, nouveau partenaire central au Moyen-Orient	27
3.2 – Les liens économiques avec la Turquie	31
3.3 – Des histoires de tuyaux et de pétrole	33
3.4 – Avec la Grèce, des intérêts communs et des divergences dans les Balkans	35
Conclusion	37

Annexe 1 – Tableau : Immigration from Former Soviet Union (F.S.U.) by Year of Immigration	
- Tableau : Immigration from F.S.U. by Republic	39
Annexe 2 – Tableau : Subjective Indices of Satisfaction from the Follow-up Study of Immigrants from the F.S.U. after 3.5 Years in Israel	40
Annexe 3 – Tableau : Immigration from F.S.U. by Selected Occupations	
- Tableau : The Absorption of F.S.U. Scientifics and other Professionals after 3.5 Years in Israel	41
Annexe 4 – Tableau : Knowledge of Hebrew among Immigrants from F.S.U. after 3.5 Years in Israel	42
Annexe 5 - Tableau : Immigration from F.S.U. by Age Groups	43
Annexe 6 – Tableau : Estimated Jewish Population in F.S.U. Eligible for Immigration under the Law of Return 1998	44
Annexe 7 – Tableau : Estimates of Recoverable Oil and Gas resources in the Caspian Region	
- Tableau : Current and Future Pipelines in the Greater Caspian Region	45
- Carte : Oil and Natural Gas Export Infrastructures in Central Asia and the Caucasus	
- Carte : Oil Routes	46
Bibliographie	47
Table des matières	54